

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

COLAS

Société anonyme au capital de 48 775 027,50 €.
Siège social : 7, place René-Clair, 92100 Boulogne-Billancourt.
552 025 314 R.C.S. Nanterre.
Exercice social du 1er janvier 2007 au 31 décembre 2007.

Documents comptables annuels.

A. — Comptes sociaux au 31 décembre 2007.

I. — Bilan au 31 décembre.

(En millions d'euros.)

Actif	Notes	2007	2006
Immobilisations incorporelles		17,9	18,0
Immobilisations corporelles		137,7	132,2
Titres de participation		1 169,1	901,1
Créances rattachées à des participations		248,0	215,1
Autres immobilisations financières		2,6	2,5
Actif immobilisé	3	1 575,3	1 268,9
Stocks		1,9	2,1
Clients		92,4	76,8
Groupe et associés		76,9	57,2
Autres créances et paiements d'avance		26,0	36,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie		300,9	435,0
Actif circulant	4	498,1	607,2
Total des actifs		2 073,4	1 876,1

Passif	Notes	2007	2006
Capital		48,8	48,6
Primes et réserves		638,5	574,4
Résultat de l'exercice		278,5	232,5
Provisions réglementées		4,6	3,7
Capitaux propres	5	970,4	859,2
Provisions pour risques et charges	6	39,2	39,8
Dettes financières		0,7	0,7
Avances et acomptes reçus sur commandes		10,8	17,5
Dettes fournisseurs		90,8	73,7
Groupe et associés		825,5	783,6
Autres dettes non financières et comptes de régularisation		94,2	64,7
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		41,8	36,9
Dettes		1 063,8	977,1
Total des capitaux et des passifs		2 073,4	1 876,1

II. — Compte de résultat de l'exercice

(En millions d'euros.)

	Notes	2007	2006
Chiffre d'affaires	10	447,0	395,1
Achats consommés		- 178,6	- 162,9
Charges externes		- 135,4	- 103,5
Charges de personnel		- 68,0	- 65,8
Impôts et taxes		- 9,0	- 7,4
Dotations nettes aux amortissements		- 8,5	- 9,3
Dotations nettes aux provisions et dépréciations		- 5,9	- 8,4
Autres produits d'exploitation		67,4	69,0
Autres charges d'exploitation		- 4,4	- 1,1
Quotes-parts de résultats sur opérations en commun		5,7	7,9
Résultat d'exploitation		110,3	113,6
Produits et charges financiers	11	195,8	145,2
Résultat courant		306,1	258,8
Produits et charges exceptionnels	12	1,3	1,6
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		- 1,5	- 1,2
Charge d'impôt sur le résultat	13	- 27,4	- 26,7
Résultat de l'exercice		278,5	232,5

III. — Annexe aux comptes de Colas SA.

Note 1. — Informations relatives à l'entreprise.

Le 21 février 2008, le Conseil d'administration a arrêté les comptes et autorisé la publication des états financiers de Colas SA pour l'exercice clos le 31 décembre 2007.

Colas SA est une société anonyme immatriculée en France.

Les principales activités sont présentées en note 10.

Faits significatifs de l'exercice. — Les activités des établissements Colas SA situés à Djibouti et au Bénin ont fait l'objet d'un apport partiel d'actif à effet du 1er janvier 2007 aux sociétés Colas Djibouti et Colas Bénin.

Note 2. — Résumé des méthodes comptables.

Principes de préparation des états financiers. — Les comptes annuels de Colas SA sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur en France.

Conversion des monnaies étrangères. — Les transactions en monnaies étrangères sont comptabilisées au taux de change en vigueur à la date de l'opération. Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis au taux de change en vigueur à la date de clôture.

Immobilisations incorporelles. — Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition.

Les frais de premier établissement et les frais de recherche sont comptabilisés en charge de l'exercice.

Les immobilisations incorporelles sont constituées essentiellement de brevets et marques.

Les fonds de commerce ne sont pas amortis ; ils font l'objet d'une dépréciation si les circonstances économiques l'exigent.

Immobilisations corporelles. — Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

L'amortissement est calculé selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée de l'actif ou de ses différents composants s'ils ont des durées d'utilisation différentes. Les terrains ne sont pas amortis.

Constructions hors exploitation : 20 à 40 ans.

Constructions industrielles : 10 à 20 ans.

Installations techniques et matériel : 5 à 10 ans.

Autres immobilisations corporelles : 3 à 10 ans.

(Matériel de transport et de bureau.)

Immobilisations financières. — Les participations figurent au bilan pour leur coût d'acquisition, sous déduction des dépréciations estimées nécessaires, déterminées en fonction de la valeur d'usage.

Depuis 2006, les frais d'acquisition sont immobilisés.

Les autres immobilisations financières sont appréciées à leur valeur nominale sous déduction des dépréciations éventuelles.

Stocks et encours. — Les stocks sont évalués à la plus faible des deux valeurs suivantes : coût ou valeur nette de réalisation.

Le coût des stocks comprend tous les coûts d'acquisition et les coûts de transformation.

Le coût d'acquisition comprend le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes non récupérables, les frais de transport et de manutention encourus pour amener les stocks à l'endroit où ils se trouvent.

Le coût de transformation inclut l'ensemble des coûts directs et indirects encourus pour transformer les matières premières en produits finis.

Pour l'évaluation ultérieure, le coût est calculé selon la méthode du Premier Entré, Premier Sorti, ou selon la méthode du Coût Moyen Pondéré en fonction de la nature des stocks.

La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé du produit diminué des coûts estimés pour son achèvement et sa commercialisation.

Créances clients et autres créances. — Les créances clients, dont les échéances sont généralement comprises entre 30 et 90 jours, sont comptabilisées pour leur montant initial sous déduction des dépréciations estimées nécessaires en cas de risque de non recouvrement.

Les créances clients incluent les « factures à établir » correspondant aux travaux mérités qui n'ont pas encore fait l'objet d'une facturation au client.

Comptes de régularisation. — Ils incluent notamment les charges payées d'avance et les actifs d'impôt différés récupérables sur les exercices futurs.

Trésorerie. — La trésorerie comprend la trésorerie en banque, en caisse ainsi que les dépôts et valeurs mobilières de placement ayant une échéance initiale de moins de trois mois.

Ces dernières sont valorisées à leur coût d'acquisition et dépréciées si leur valeur vénale est inférieure à celui-ci.

Provisions pour risques et charges. — Les provisions sont comptabilisées lorsque Colas SA a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé ou en cours et qu'il est probable qu'une sortie de trésorerie sera nécessaire pour éteindre cette obligation.

Engagements sociaux. — Les engagements en matière de pensions à percevoir par les salariés après leur départ en retraite font l'objet de versements réguliers auprès des caisses de retraites indépendantes de la société.

Indemnités de départ en retraite : Le coût de cet avantage est déterminé en utilisant la méthode actuarielle des unités de crédit projetées.

Les gains ou pertes actuariels ne sont comptabilisés en produit ou en charge que lorsque leur cumul excède 10 % du montant de l'obligation (méthode dite du « corridor »).

Ces gains ou pertes actuariels sont répartis sur la durée résiduelle moyenne d'activité des salariés.

Primes attribuées à l'occasion de la remise des médailles d'ancienneté : Ces primes, dont la pratique dans la société est permanente et systématique, font l'objet d'une provision. La méthode de calcul utilisée est une projection individuelle tenant compte de la rotation du personnel et de l'espérance de vie par rapport aux tables de mortalité.

Les principales hypothèses actuarielles utilisées pour le calcul des engagements sociaux sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 4,35 % (TEC 10 au 12 décembre 2007) ;
- Taux moyen de rotation du personnel : selon tables d'expérience de la société ;
- Age de départ à la retraite des cadres : 62 ans ;
- Age de départ à la retraite des Etams et compagnons : 60 ans.

Chiffre d'affaires. — Le chiffre d'affaires représente le montant cumulé des ventes, travaux et prestations de services.

Le chiffre d'affaires des activités de construction est comptabilisé selon la méthode dite « à l'avancement des travaux » :

- selon les situations méritées pour les contrats à moins d'un an ;
- selon la dernière estimation du montant total du contrat multiplié par le taux d'avancement de l'opération pour les contrats à long terme.

Plus ou moins-values sur cessions d'actif. — Conformément aux recommandations du plan comptable professionnel du Bâtiment et des Travaux Publics, les plus-values sur cessions courantes de matériels et d'installations ont été classées dans le résultat d'exploitation.

Impôts. — Les impôts différés sont comptabilisés, en utilisant la méthode bilancielle du report variable, pour toutes les différences temporelles imposables ou déductibles existant à la date de clôture.

Les différences temporelles imposables ou déductibles incluent :

- toutes les différences entre la base fiscale des actifs et passifs et leur valeur comptable au bilan ;
- les reports en avant de pertes fiscales et les crédits d'impôt non encore utilisés.

Lorsque le montant net de l'imposition différée fait apparaître un actif d'impôt, celui-ci n'est inscrit à l'actif du bilan que s'il existe une forte probabilité de récupération sur les exercices ultérieurs.

Les actifs et passifs d'impôt sont évalués avec les taux d'imposition dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Consolidation. — Notre société entre dans le périmètre de la société Bouygues pour la présentation des comptes consolidés de cette dernière.

Note 3. – Actif immobilisé.

Variations de l'exercice	01/01/07	Acquisitions	Cessions et réductions	Dotations et reprises	31/12/07
Immobilisations incorporelles :					
Valeur brute	23,0	0,3			23,3
Amortissements et dépréciations	- 5,0			- 0,4	- 5,4
Valeur nette	18,0	0,3		- 0,4	17,9
Immobilisations corporelles :					
Valeur brute	210,1	17,7	- 18,2		209,6
Amortissements	- 77,9		14,3	- 8,3	- 71,9

Valeur nette	132,2	17,7	- 3,9	- 8,3	137,7
Titres de participation :					
Valeur brute	956,7	314,7	- 47,6		1 223,8
Dépréciations	- 55,6			0,9	- 54,7
Valeur nette	901,1	314,7	- 47,6	0,9	1 169,1
Créances rattachées à des participations :					
Valeur brute	215,1	447,5	- 414,6		248,0
Dépréciations					
Valeur nette	215,1	447,5	- 414,6		248,0
Autres immobilisations financières :					
Valeur brute	2,5	0,1			2,6
Dépréciations					
Valeur nette	2,5	0,1			2,6
Total actif immobilisé	1 268,9	780,3	- 466,1	- 7,8	1 575,3

Note 4. – Actif circulant.

	Brut	Dépréciation	2007 Net	2006 Net
Stocks et encours	1,9		1,9	2,1
Créances clients	96,5	- 4,1	92,4	76,8
Groupe et associés	85,7	- 8,8	76,9	57,2
Avances et acomptes	11,4		11,4	14,1
Autres créances	10,8	- 0,5	10,3	17,7
Charges constatées d'avance	0,4		0,4	0,7
Autres comptes de régularisation				
Impôts différés actif	3,9		3,9	3,6
Autres créances et comptes de régularisation	26,5	- 0,5	26,0	36,1
Valeurs mobilières de placement				
Société de trésorerie Bouygues Relais	300,6		300,6	431,8
Disponibilités	0,3		0,3	3,2
Placements et disponibilités	300,9		300,9	435,0
Total actif circulant	511,5	- 13,4	498,1	607,2

Note 5. – Capitaux propres.

Composition du capital social. — Le capital social de Colas SA au 31 décembre 2007 est de 48 775 027,50 euros.

Il est constitué de 32 516 685 actions de 1,50 euro nominal, ayant toutes les mêmes droits (toutefois, les actions nominatives détenues depuis plus de deux ans entre les mains d'un même actionnaire confèrent un droit de vote double).

Mouvements de l'exercice	Nombre d'actions	Montant en euros
1er janvier 2007	32 373 450	48 560 175,00
Partie du dividende payé en actions	143 235	214 852,50
31 décembre 2007	32 516 685	48 775 027,50
Principaux actionnaires		
Société Bouygues SA	31 358 573	96,44 %
Autres actionnaires	1 158 112	3,56 %

Variation des capitaux propres	01/01/07	Affectation par l'AGO (1)	Augmentation de capital	Autres variations	31/12/07
Capital social	48,6		0,2		48,8
Primes	345,7		38,8		384,5
Réserve de réévaluation	2,7				2,7
Réserve légale	4,8				4,8
Réserve indisponible	0,7				0,7
Autres réserves	13,5				13,5
Report à nouveau	207,0	25,3			232,3
Primes et réserves	574,4	25,3	38,8		638,5
Résultat de l'exercice	232,5	- 232,5		278,5	278,5
Provisions réglementées	3,7			0,9	4,6
Total capitaux propres	859,2	- 207,2	39,0	279,4	970,4

(1) Distribution d'un dividende de 6,40 euros par action, soit 207 190 080 euros.

Note 6. – Provisions pour risques et charges.

Nature des provisions	01/01/07	Augmentations	Provisions utilisées	Provisions annulées	31/12/07
Litiges et contentieux	10,6	1,4	- 0,3	- 0,9	10,8
Garanties données aux clients	1,5	1,0	- 0,9		1,6
Contrôles fiscaux	1,3	0,9	- 1,3		0,9
Risques étranger	3,7	0,8			4,5
Autres provisions pour risques	2,9	0,5	- 0,7		2,7
Avantages au personnel	17,7		- 1,0		16,7
Provisions pour charges	2,1	1,6	- 1,7		2,0
Provisions pour risques et charges	39,8	6,2	- 5,9	- 0,9	39,2

Note 7. – Détail des comptes concernant les entreprises liées.

Postes	Actif	Passif	Compte de résultat
Immobilisations financières	1 417,1		
Créances	142,7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	300,6		
Dettes financières			
Dettes non financières		826,1	
Produits financiers			212,9
Charges financières			- 2,7
Totaux	1 860,4	826,1	210,2

Note 8. – Etat des échéances des créances et des dettes.

Rubriques et postes	Montants nets	Moins d'1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Créances de l'actif immobilisé	250,6	75,3	174,0	1,3
Créances de l'actif circulant	195,3	195,3		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	300,9	300,9		

Créances	746,8	571,5	174,0	1,3
Dettes financières	0,7	0,7		
Dettes non financières	1 021,3	1 021,3		
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	41,8	41,8		
Dettes	1 063,8	1 063,8		

Note 9. – Autres dettes non financières et comptes de régularisation.

	2007	2006
Dettes fiscales et sociales	38,6	34,5
Dettes sur immobilisations	30,3	7,5
Autres dettes	25,3	21,1
Produits constatés d'avance		1,6
Total	94,2	64,7

Note 10. – Ventilation du Chiffre d'affaires.

	France	International	2007	2006
Travaux Routes		47,2	47,2	63,2
Travaux Bâtiment				3,7
Travaux Génie Civil		0,2	0,2	6,3
Ventes de produits	154,2	47,3	201,5	141,1
Prestations de services	113,6	84,5	198,1	180,8
Chiffre d'affaires	267,8	179,2	447,0	395,1

Note 11. – Résultat financier.

	2007	2006
Revenus des titres de participation	201,9	149,7
Produits et charges d'intérêts (nets)	- 7,8	- 4,8
Autres dotations et reprises sur provisions financières	0,9	- 0,1
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	2,0	2,0
Différences nettes de change	- 1,2	- 1,6
Résultat financier	195,8	145,2

Note 12. – Résultat exceptionnel.

	2007	2006
Plus ou moins-values sur cessions d'immobilisations (cessions non récurrentes : terrains, constructions, titres immobilisés)	2,3	1,9
Autres produits et charges sur opérations de gestion (net)		0,3
Dotations et reprises sur provisions exceptionnelles	- 1,0	- 0,6
Résultat exceptionnel	1,3	1,6

Note 13. – Charge d'Impôt sur le résultat.

Détail de l'impôt	2007	2006
-------------------	------	------

Impôt exigible au titre de l'exercice	- 26,4	- 30,1
Rappels ou dégrèvements d'impôts au titre des exercices antérieurs	- 1,3	2,1
Impôt différé	0,3	1,3
Impôt sur les bénéfices	- 27,4	- 26,7

Ventilation de l'impôt entre résultat courant et résultat exceptionnel	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant (après participation)	304,6	- 27,0	277,6
Résultat exceptionnel	1,3	- 0,4	0,9
Total	305,9	- 27,4	278,5

Détail de l'imposition différée	Différences temporaires
Actif immobilisé	- 9,6
Actif circulant	
Provisions pour risques et charges non déductibles temporairement	15,0
Dettes	5,9
Déficits fiscaux reportables	
Totaux bases d'impôts différés	11,3
Taux d'impôt	34,43 %
Impôt différé à la clôture de l'exercice	3,9
Impôt différé au début de l'exercice	3,6
Charge (produit) d'impôt différé	0,3

Colas SA fait partie du périmètre d'intégration fiscale de la société Bouygues SA.

Note 14. – Incidences des dispositions fiscales dérogatoires sur le résultat.

Résultat net de l'exercice	278,5
Dotations de l'exercice aux provisions réglementées	1,6
Reprises de l'exercice sur provisions réglementées	- 0,6
Incidence sur l'impôt	
Résultat, hors incidence des dispositions fiscales dérogatoires	279,5

Note 15. – Engagements hors bilan.

Crédit-bail :

Valeur d'origine	35,8
Redevances versées :	
Cumul antérieur	49,7
Exercice	0,3
Dotations théoriques aux amortissements (a) :	
Cumul antérieur	19,4
Exercice	0,7
Redevances restant à payer :	
A moins d'un an	0,3
De 1 à 5 ans	0,2
A plus de 5 ans	

(a) Dotations qui auraient été comptabilisées si ces biens avaient été acquis par l'entreprise.

Autres engagements	Cautions	Lettres d'intention	Total
Filiales et participations	0,2	16,5	16,7
Autres entreprises liées		2,1	2,1
Tiers	20,9	0,1	21,0
Engagements donnés	21,1	18,7	39,8
Engagements reçus			

La société a émis pour l'année 2007 une garantie en conformité avec l'article 17 du « Companies (Amendment) Act 1986 of Ireland » au profit des sociétés Colas Teoranta, Road Maintenance Services Ltd, Colas Building Products Ltd, Cold Chon (Galway) Ltd, Colfix (Dublin) Ltd, Colas Construction Ltd, Road Binders Ltd, Chemoran Ltd et Atlantic Bitumen Company Ltd.

Sûretés réelles accordées en garantie de dettes. — Néant.

Note 16. – Effectif et rémunérations des organes d'administration et de direction.

Effectif moyen	2007	2006
Cadres	218	276
Employés, techniciens, agents de maîtrise	77	129
Compagnons		945
Total	295	1 350

Avances et crédits alloués aux membres des organes sociaux. — Néant.

Rémunérations allouées aux membres des organes d'administration et de direction. — La rémunération brute (avantages en nature inclus, mais hors rémunération variable) versée par la société en 2007 à Monsieur Alain Dupont s'est élevée à 924 000 euros (924 100 euros en 2006). La rémunération brute variable au titre de l'année 2007, fonction d'objectifs quantitatifs et qualitatifs, qui lui sera versée en 2008, s'élèvera à 1 380 000 euros (1 380 000 euros versés en 2007) auxquels s'ajoutera une prime exceptionnelle de 200 000 euros.

Par ailleurs, Monsieur Alain Dupont a perçu, en 2007, un montant de 20 000 euros de jetons de présence versés par Colas SA (18 750 euros en 2006) et un montant de 24 392 euros de jetons de présence au titre de son mandat d'Administrateur de la société Bouygues, société mère au sens de l'article L. 233-16 du Code de commerce (24 392 euros en 2006).

A compter du 30 octobre 2007, Alain Dupont ayant démissionné de son mandat de Président Directeur Général a retrouvé son statut de salarié qu'il avait perdu avec son premier mandat social qui lui avait été confié le 29 janvier 1986. Cette nomination avait eu pour effet de suspendre de plein droit son contrat de travail qui a repris effet automatiquement dès la fin de son mandat social le 30 octobre 2007. Alain Dupont partira à la retraite le 31 janvier 2008. Après avis du collège des rémunérations, le Conseil d'administration réuni le 29 août 2007 a approuvé l'ensemble des dispositions liées à ce départ en retraite. Colas versera une indemnité de mise à la retraite le 31 janvier 2008 de douze mois, calculée conformément à la convention collective des Travaux publics. Conformément à la pratique du groupe Bouygues vis-à-vis de certains salariés auxquels il est demandé d'exercer des mandats sociaux, la période du mandat social sera prise en considération pour déterminer les deux paramètres du calcul de l'indemnité, à savoir l'ancienneté et les droits acquis tout au long de la carrière dans l'entreprise. Le montant de cette indemnité s'élève à 2 300 000 euros. S'ajoute le montant du préavis de trois mois prévu à la convention collective et, pendant cette période de préavis qui s'achève le 31 janvier 2008, Alain Dupont reçoit au titre de son contrat de travail une rémunération mensuelle égale à la rémunération fixe mensuelle qui lui était versée en tant que mandataire social, compte tenu de l'importance que revêt pour le groupe Colas son rôle de conseil auprès du nouveau dirigeant pendant la période.

Lors de la liquidation de ses droits à la retraite, une pension de retraite additive, conformément au régime d'assurance dont bénéficient les membres du Comité de Direction générale du groupe Bouygues et dont Colas est l'un des adhérents (0,92 % du salaire de référence par année d'ancienneté dans le régime), lui sera versée. Ce complément de retraite ne conduit pas à constituer de provision puisque ce régime a la forme d'un contrat d'assurance souscrit auprès d'un organisme extérieur au Groupe et a été soumis à la procédure des conventions réglementées. L'ensemble des sommes indiquées ci-dessus ont été soit payées en 2007, soit provisionnées dans les comptes de l'exercice à fin décembre 2007.

Hervé Le Bouc (à compter du 30 octobre 2007) : La rémunération brute (avantages en nature inclus, mais hors rémunération variable) versée par le groupe Bouygues et refacturée à Colas au titre de sa fonction de dirigeant en 2007 à Monsieur Hervé Le Bouc, Directeur Général délégué puis Président Directeur Général, s'est élevée à 231 183 euros pour quatre mois. La rémunération brute variable au titre de l'année 2007, fonction d'objectifs quantitatifs et qualitatifs, qui lui sera versée en 2008, s'élèvera à 300 000 euros.

Monsieur Hervé Le Bouc bénéficie d'un régime de retraite complémentaire, en tant que membre du Comité de Direction Générale de Bouygues, de 0,92 % du salaire de référence par année d'ancienneté dans le régime. Ce complément de retraite ne conduit pas à constituer de provision puisque ce régime a la forme d'un contrat d'assurance souscrit auprès d'un organisme extérieur au Groupe et a été soumis à la procédure des conventions réglementées.

Le montant des jetons de présence alloués par Colas et ses filiales aux Administrateurs de Colas SA s'élève en 2007 à 160 000 euros (incluant le montant versé au Président Directeur Général).

Note 17. – Filiales et participations.

(En millions d'euros)	Capital social	Autres capitaux propres	% détenu	Valeur des titres		Prêts et avances consentis	Cautions et avals donnés	Chiffre d'affaires 2007	Résultat exercice 2007	Dividendes encaissés en 2007
				Brute	Nette					
1. Filiales France :										
Colas Centre-Ouest	3,3	28,0	99,9	3,4	3,4	25,0		422,8	9,8	8,5
Colas Ile-de-France-Normandie	19,7	15,3	99,9	19,7	19,7	14,0		593,3	9,4	0,8
Colas Nord-Picardie	2,9	13,5	99,9	2,9	2,9	3,0		222,6	4,1	3,1
Colas Est	9,9	6,3	99,9	10,1	10,1	13,0		318,5	2,1	
Colas Rhône-Alpes	11,3	41,2	99,9	35,2	35,2			318,8	11,7	7,0
Colas Midi-Méditerranée	6,9	40,1	99,9	7,0	7,0	5,0		462,9	17,2	11,5
Colas Sud-Ouest	5,9	15,3	99,9	5,9	5,9	30,0		409,4	8,6	6,3
Somaro	34,1	2,5	99,9	35,1	35,1	33,1		299,8	1,3	
Screg Ouest	11,7	6,2	99,9	21,0	21,0	21,0		280,2	3,9	2,3
Screg Ile-de-France-Normandie	8,8	18,0	99,9	24,7	24,7			327,9	7,5	6,0
Screg Nord-Picardie	12,1	14,4	99,9	19,7	19,7	7,0		208,2	3,5	1,2
Screg Est	13,4	15,8	99,9	30,8	30,8	13,0		381,2	6,3	4,6
Screg Sud-Est	8,3	18,4	99,9	23,6	23,6			355,0	7,2	2,7
Screg Sud-Ouest	9,0	12,3	99,9	20,3	20,3			313,3	7,1	6,0
Sacer Atlantique	4,4	10,1	99,9	4,4	4,4	15,0		283,5	3,6	1,6
Sacer Paris-Nord-Est	4,8	7,9	99,9	4,9	4,9	3,0		178,3	3,1	1,0
Sacer Sud-Est	5,1	10,5	99,9	5,2	5,2			278,6	6,1	3,6
Spac	5,1	9,6	99,9	14,3	14,3	13,4		275,3	2,8	0,4
Smac	4,3	28,8	99,9	9,9	9,9			525,2	7,1	5,0
Seco-Rail	11,2	25,4	99,9	23,7	23,7	101,0		213,3	5,5	2,0
Colas Rail	24,9	72,2	100,0	242,7	242,7			263,7	8,9	
Développement Infrastructures	0,2	1,3	100,0	7,9	7,9				1,0	3,4
G.T.O.I	0,8	21,2	99,9	1,4	1,4			237,2	9,9	7,4
Colas Réunion Industries	4,0	15,4	100,0	30,3	30,3			1,4	4,0	3,6
S.B.E.G	7,5	9,0	100,0	7,6	7,6			14,4	5,5	3,0
Autres filiales Françaises				4,2	4,0	5,5				1,4
Total filiales France				615,9	615,7	302,0				92,4
2. Participations France :										
Cofiroute	158,3	1 569,7	16,6	10,9	10,9					31,9
Autres participations France				0,6	0,6	8,4				
Total participations France				11,5	11,5	8,4				31,9
3. Filiales et participations étrangères :										
Filiales étrangères				519,0	483,4	14,5	0,2			74,7
Participations étrangères				77,4	58,5					2,9
Totaux				1 223,8	1 169,1	324,9	0,2			201,9

Note 18. – Inventaire des valeurs mobilières.

Désignation	Nombre de titres	Valeur d'inventaire en milliers d'euros
Colas Centre-Ouest	3 299 996	3 354
Colas Ile-de-France-Normandie	19 739 197	19 726
Colas Nord-Picardie	2 849 995	2 897
Colas Est	9 899 996	10 062
Colas Rhône-Alpes	11 326 847	35 206
Colas Midi-Méditerranée	6 899 997	7 013

Colas Sud-Ouest	5 849 994	5 945
Somaro	34 071 096	35 129
Screg Ouest	11 674 995	21 007
Screg Ile-de-France-Normandie	8 799 995	24 697
Screg Nord-Picardie	12 108 495	19 739
Screg Est	13 439 995	30 795
Screg Sud-Est	8 325 955	23 630
Screg Sud-Ouest	8 999 995	20 276
Sacer Atlantique	4 349 995	4 421
Sacer Paris-Nord-Est	4 799 994	4 878
Sacer Sud-Est	5 099 997	5 183
Spac	5 099 996	14 330
Smac	4 299 997	9 930
Seco-Rail	11 239 723	23 652
Colas Rail	1 558 876	242 734
Développement Infrastructures	50 000	7 932
Grands Travaux de l'Océan Indien (GTOI)	799 948	1 381
Colas Réunion Industries	5 000	30 300
Société des Bitumes et Emulsions Guyanaises	7 500 000	7 644
Colas Martinique	799 999	762
Colas Guadeloupe	759 999	616
Cofiroute	676 401	10 937
Blanchard	119 999	425
Société Parisienne d'Etudes d'Informatique et de Gestion	790 331	944
Colasie	624 225	634
Colas Environnement et Recyclage	160 000	312
Autres participations dans des sociétés françaises		679
Participations dans des sociétés étrangères		541 999
Total des participations		1 169 169
Autres titres dans des sociétés françaises		26
Autres titres dans des sociétés étrangères		18
Total autres titres immobilisés		44
Certificats de dépôts		
SICAV		
Total valeurs mobilières de placement		0
Total valeurs mobilières		1 169 213

B. — Projet d'affectation du résultat.

Bénéfice de l'exercice	278 477 453,76 €
Report à nouveau antérieur	232 162 686,74 €
Dividendes sur actions auto-détenues	63 360,00 €
Soit un montant disponible de	510 703 500,50 €
Affectation :	
A la réserve légale	21 485,25 €
A la distribution d'un dividende	276 391 822,50 €
Le solde au report à nouveau, soit	234 290 192,75 €

C. — Etats financiers consolidés au 31 décembre 2007.**I. — Bilan consolidé au 31 décembre.**

(En millions d'euros.)

Actif	Notes	2007	2006
Immobilisations corporelles	3.1	2 161	1 809
Immobilisations incorporelles	3.2	89	79
Goodwill	3.2	447	222
Participations dans les sociétés associées	3.3	339	288
Autres actifs financiers	3.4	164	146
Impôts différés et créances fiscales long terme	3.5	85	69
Actifs non courants		3 285	2 613
Stocks	4.1	346	292
Clients	4.1	3 076	2 645
Actifs d'impôts	4.1	23	18
Autres créances et paiements d'avance	4.1	572	491
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4.2	673	704
Instruments financiers	17	3	4
Actifs courants		4 693	4 154
Total des actifs		7 978	6 767

Passif	Notes	2007	2006
Capital social et primes	5	362	323
Résultats accumulés		1 153	960
Réserve de conversion	5	-25	8
Résultat de l'exercice		474	396
Capitaux propres (part du Groupe)		1 964	1 687
Intérêts minoritaires		41	27
Capitaux propres		2 005	1 714
Dettes financières long terme	6	149	137
Provisions	7.1	590	523
Impôts différés et dettes fiscales long terme	8	74	60
Passifs non courants		813	720
Avances et acomptes reçus sur commandes		237	165
Partie à moins d'un an de la dette long terme	6	45	32
Impôts courants		96	69
Fournisseurs		2 626	2 387
Provisions	7.2	198	144
Autres dettes	9	1 823	1 406
Concours bancaires et soldes créditeurs de banques		129	126
Instruments financiers	17	6	4
Passifs courants		5 160	4 333
Total des capitaux propres et des passifs		7 978	6 767

II. — Compte de résultat consolidé de l'exercice.

(En millions d'euros.)

	Notes	2007	2006
Produit des activités ordinaires	10	11 673	10 717
Achats consommés		- 5 506	- 5 127
Charges de personnel		- 2 701	- 2 476
Charges externes		- 2 510	- 2 298
Impôts et taxes		- 161	- 150
Dotations nettes aux amortissements		- 412	- 368
Dotations nettes aux provisions et dépréciations		- 150	- 135
Variations des stocks de production		5	13
Autres produits d'exploitation	11	474	413
Autres charges d'exploitation	11	- 74	- 65
Résultat opérationnel courant		638	524
Autres produits et charges non courants	11	- 3	4
Résultat opérationnel		635	528
Produits sur endettement financier		21	14
Charges sur endettement financier		- 32	- 29
Coût de l'endettement financier net	12.1	- 11	- 15
Autres produits et charges financiers	12.2	4	3
Charge d'impôt sur le résultat	13	- 209	- 168
Résultat des entreprises associées		62	54
Résultat net		481	402
Résultat net part des Intérêts minoritaires		7	6
Résultat net part du Groupe		474	396
Résultat par action (en euros)	14	14,56	12,24
Résultat dilué par action (en euros)	14	14,56	12,24

III. — Etat des produits et charges comptabilisés.

(En millions d'euros.)

	2007	2006
Résultat net de la période publié	481	402
2006 : correction résultat sur écarts actuariels nets (1)		0
Résultat net de la période	481	402
Ecarts de conversion	- 33	- 36
Ajustements à la juste valeur des instruments financiers	- 2	6
Gains (pertes) actuariels sur avantages du personnel (2)	12	5
Ecarts de réévaluation et divers		1
Impôts différés sur ces opérations	- 4	- 3
Produits et charges comptabilisés en capitaux	- 27	- 27
Total des produits et charges comptabilisés	454	375
Dont part des intérêts minoritaires	7	6
Dont part du groupe	447	369

(1) Neutralisation des gains et pertes actuariels comptabilisés dans le compte de résultat en 2006 (néant).

(2) Montant des gains (pertes) actuariels non comptabilisés imputés sur les capitaux propres selon option permise par IAS 19 révisée.

IV. — Tableau de variation des capitaux propres.

(En millions d'euros.)

	Capital social et primes	Résultats accumulés	Réserve de conversion	Résultat de l'exercice	Capitaux part du Groupe	Intérêts minoritaires
1er janvier 2006	291	809	44	307	1 451	27
Changement de méthode comptable (a)		- 10			- 10	
1er janvier 2006 retraité	291	799	44	307	1 441	27
Ecarts de conversion			- 36		- 36	
Changements de périmètre					0	- 3
Augmentation du capital	32				32	
Résultat de l'exercice				396	396	6
Affectation du résultat n - 1		307		- 307	0	
Dividendes distribués		- 155			- 155	- 3
Autres opérations (b)		9			9	
31 décembre 2006	323	960	8	396	1 687	27
Ecarts de conversion			- 33		- 33	
Changements de périmètre					0	10
Augmentation du capital	39				39	
Résultat de l'exercice				474	474	7
Affectation du résultat n - 1		396		- 396	0	
Dividendes distribués		- 207			- 207	- 3
Autres opérations (b)		4			4	
31 décembre 2007	362	1 153	- 25	474	1 964	41

(a) Application rétrospective de l'option d'IAS 19 révisée permettant de comptabiliser en capitaux propres les écarts actuariels relatifs aux avantages postérieurs à l'emploi (régimes à prestations définies).

(b) Détail des autres opérations :

	31/12/07	31/12/06
Variations de périmètre sur instruments financiers	- 2	
Variations de juste valeur des instruments financiers	- 2	6
Ecarts actuariels sur avantages au personnel	12	5
Ecarts de réévaluation et divers		1
Impôts différés sur ces opérations	- 4	- 3
Total des produits (charges) imputés directement en capitaux	4	9

V. — Tableau des flux de trésorerie de l'exercice.

(En millions d'euros.)

	2007	2006
Résultat net consolidé (y compris intérêts minoritaires)	481	402
Ajustements pour :		
Quote-part de résultat des sociétés associées	- 62	- 54
Dividendes reçus de sociétés associées	34	28
Dividendes des sociétés non consolidés	- 4	- 4
Amortissements, dépréciations et provisions non courantes	454	422
Plus et moins-values de cession d'actifs	- 27	- 35
Sous-total	876	759
Coût de l'endettement financier net	11	15
Charge d'impôt de l'exercice	212	168

Capacité d'autofinancement	1 099	942
Impôts sur résultat payés	- 197	- 163
Variation du BFR lié à l'activité	96	- 39
Trésorerie provenant de l'activité (a)	998	740
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	- 696	- 584
Prix de cession des immobilisations corporelles et incorporelles cédées	69	57
Dette nette sur immobilisations corporelles et incorporelles	22	25
Sous-total	- 605	- 502
Acquisitions et cessions de titres de participation :		
Prix d'acquisition des titres	- 383	- 72
Prix de cession de titres	45	18
Dette nette sur achats et cession de titres	29	- 10
Trésorerie acquise	118	2
Sous-total	- 191	- 62
Autres flux liés aux opérations d'investissements :		
Dividendes reçus de sociétés non consolidées	4	4
Variation des autres immobilisations financières	- 41	- 33
Sous-total	- 37	- 29
Trésorerie affectée aux investissements (b)	- 833	- 593
Variation des capitaux propres Groupe	39	39
Variation des capitaux minoritaires		
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	- 207	- 155
Dividendes versés aux intérêts minoritaires	- 3	- 3
Variation des dettes financières	- 8	8
Coût de l'endettement financier net	- 11	- 15
Autres flux liés aux opérations de financement	- 1	
Trésorerie résultant du financement (c)	- 191	- 126
Variations de change (d)	- 6	- 4
Autres éléments non monétaires (e)	- 2	
Variation de la trésorerie (a + b + c + d + e)	- 34	17
Trésorerie à l'ouverture de l'exercice	578	561
Trésorerie à la clôture de l'exercice (voir note 19)	544	578

VI. — Annexe aux états financiers consolidés.

Informations générales sur l'entreprise. — Le 21 février 2008, le Conseil d'administration a arrêté les comptes et autorisé la publication des états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2007.

Colas SA est une société anonyme immatriculée en France (R.C.S. Nanterre B552 025 314).

Ces états financiers sont présentés en euros, devise dans laquelle est traitée la majeure partie des opérations.

— Description des activités du Groupe :

L'activité du Groupe se décompose en :

— Une activité Routes (79 % du total) : Cette activité très diversifiée consiste en la réalisation annuelle d'environ 115 000 chantiers de construction ou d'entretien d'infrastructures de transport - autoroutes, routes, aéroports, ports, plateformes pour réseaux ferrés ou transports en commun urbains en site propre -, de plateformes industrielles et commerciales, de voirie et aménagements urbains (zones piétonnières, places), d'équipements sportifs et de loisirs (circuits automobiles, pistes cyclables, tennis), d'aménagements environnementaux (bassins de rétention, aménagements paysagers) etc.

Elle est complétée en amont par des activités industrielles de production de granulats (carrières) et de fabrication et de vente de matériaux routiers (enrobés, liants, émulsions).

En région Ile de France et à la Réunion s'ajoute un secteur bâtiment regroupant une activité classique de construction de bâtiments et une activité de démolition-déconstruction d'ouvrages anciens.

— Des activités complémentaires à la route (21 % du total) : La Sécurité et Signalisation routière consiste en la fabrication, la vente, la pose et la maintenance d'équipements routiers de sécurité (glissières de sécurité, balisage) et de signalisation (peintures et marquage au sol, feux tricolores).

Les Pipelines et Canalisations regroupent la pose et l'entretien de pipelines et de canalisations de gros diamètre pour le transport des fluides (pétrole, gaz) ou de plus petit diamètre (eau, électricité, chauffage, télécommunications), les forages horizontaux ou en grande profondeur et la réalisation de tunnels de moyen diamètre.

L'activité Etanchéité consiste en la réalisation de chantiers de travaux d'étanchéité et/ou d'enveloppes de bâtiments et de voirie (asphalte), la production et la commercialisation de membranes d'étanchéité, d'appareils d'éclairage et de désenfumage.

L'activité Ferroviaire comprend la construction et l'entretien de réseaux de chemin de fer (voies traditionnelles, lignes LGV, voies de tramway et métro) et une activité de fret ferroviaire.

— Nature et étendue des risques et incertitudes liés à l'activité : Parmi les principaux risques et incertitudes qui peuvent avoir une incidence notable sur les activités du Groupe, on peut citer notamment :

- les conditions climatiques (intempéries), qui ont une influence directe sur la bonne réalisation des chantiers, partout et davantage encore dans les régions aux conditions climatiques difficiles ;
- le prix des matières premières principalement liées au pétrole (bitume, carburants, fuel de chauffage) dans l'activité routière, ainsi que d'autres matières premières, notamment l'acier et l'aluminium dans les activités de signalisation et d'étanchéité. Ce risque est réduit par une proportion importante de contrats qui bénéficient de clauses de révision de prix et par une proportion importante de chantiers de courte durée ;
- le niveau de commandes des Etats, des collectivités publiques, du secteur privé industriel et commercial ;
- les conséquences de l'évolution du cours des monnaies, en particulier le dollar US, même si elles sont limitées puisque plus de 60 % du chiffre d'affaires est réalisé en euros et que l'activité réalisée localement permet de libeller produits et charges dans une devise identique.

Faits significatifs de l'exercice. — Dans le cadre du développement de son activité ferroviaire, le Groupe a acquis le 30 mai 2007, 100 % de la société Spie Rail. A cette occasion, la raison sociale de la société Spie Rail a été changée en Colas Rail.

L'impact et le traitement comptable de cette acquisition sont communiqués en note 24.2.

Note 1. – Principes de préparation des états financiers.

Les états financiers ont été établis selon les normes financières internationales IFRS (International Financial Reporting Standards).

Ces états ont été réalisés sur la base du coût historique à l'exception de l'évaluation de certains instruments financiers et des éléments acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises.

Le Groupe :

— a appliqué l'ensemble des normes IFRS et interprétations IFRIC en vigueur au 31 décembre 2007 et adoptées par l'Union européenne.

Nouvelles normes et interprétations entrées en application en 2007 :

- La norme IFRS 7 relative à l'information à fournir sur les instruments financiers,
 - Les interprétations IFRIC 7, 8, 9 et 10 ont été appliquées mais n'ont pas eu d'impact sur les comptes ;
- a appliqué l'interprétation IFRIC 12 non encore validée par l'Union européenne.

Changement de méthodes comptables. — Le Groupe a choisi d'appliquer la norme IAS 19 révisée qui permet de comptabiliser en capitaux propres les écarts actuariels relatifs aux avantages au personnel (régimes à prestations définies). Antérieurement, le Groupe appliquait la méthode dite du « corridor » selon laquelle les écarts actuariels supérieurs à 10 % du montant des engagements futurs sont pris au compte de résultat sur la durée de vie active moyenne résiduelle des salariés.

En conséquence, les états financiers 2006 ont été retraités à l'ouverture pour permettre la comparaison avec 2007 et un état des charges et produits comptabilisés a été présenté à la suite du compte de résultat.

Méthodes de consolidation. — Les états financiers consolidés comprennent les états financiers de Colas SA (la société) et de ses filiales arrêtés au 31 décembre de chaque année. Pour ces filiales, le contrôle est avéré lorsque la société a le pouvoir de diriger les politiques opérationnelle et financière de la filiale contrôlée afin d'obtenir les avantages de ses activités.

Les actifs et passifs des filiales acquises sont évalués à leur juste valeur à la date d'acquisition. Lorsque le coût d'acquisition est supérieur à la juste valeur de l'actif net acquis, l'excédent est comptabilisé en Goodwill.

Si le coût d'acquisition est inférieur à la juste valeur identifiée de l'actif net acquis, l'écart (i.e. Badwill) est comptabilisé en produit de l'exercice.

Les filiales sont consolidées à partir de la date à laquelle le Groupe en prend le contrôle et jusqu'à la date à laquelle ce contrôle cesse d'être exercé. Lorsque nécessaire, les états financiers des filiales sont retraités de façon à rendre les méthodes comptables utilisées homogènes avec celles utilisées par le Groupe.

Toutes les créances, dettes, produits et charges intra groupe sont éliminés en consolidation.

1. Participations dans des coentreprises : Une coentreprise est un accord contractuel en vertu duquel deux parties ou plus conviennent d'exercer une activité économique sous contrôle conjoint.

Les actifs, passifs, produits et charges des coentreprises (sociétés contrôlées conjointement avec d'autres associés) sont comptabilisés selon la méthode de l'intégration proportionnelle.

2. Participations dans des sociétés associées : Une société associée est une société non contrôlée mais sur laquelle le Groupe exerce une influence notable.

Les résultats, actifs et passifs des sociétés associées sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.

3. Transactions en monnaies étrangères : Les transactions en monnaies étrangères sont comptabilisées au taux de change en vigueur à la date de l'opération. Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis au taux de change en vigueur à la date de clôture.

Tous les écarts sont enregistrés dans le compte de résultat à l'exception des emprunts en monnaies étrangères qui constituent une couverture de l'investissement net dans une entité étrangère.

4. Conversion des états financiers : Les actifs et passifs des entités étrangères sont convertis sur la base du cours de change en vigueur à la clôture de l'exercice ; les comptes de résultat sont convertis au taux de change moyen de l'exercice. La liste des principales parités de change utilisées figure en note 23.

Les écarts de change résultant de la conversion sont directement pris en compte en capitaux propres sous la rubrique « réserve de conversion ».

Lors de la sortie d'une entité étrangère, les écarts de change cumulés sont comptabilisés dans le compte de résultat comme une composante du profit ou de la perte de sortie.

Note 2. – Principes et méthodes comptables.

Actifs non courants :

1. Immobilisations corporelles : Les immobilisations corporelles acquises séparément sont comptabilisées au coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

Les immobilisations corporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont comptabilisées à leur juste valeur.

L'amortissement est calculé selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée de l'actif ou de ses différents composants s'ils ont des durées d'utilité différentes, soit :

Constructions hors exploitation	20 à 40 ans
Constructions industrielles	10 à 20 ans
Installations techniques, matériels et outillages	5 à 15 ans
Autres immobilisations corporelles (matériel de transport et de bureau)	3 à 10 ans

Les terrains ne sont pas amortis sauf s'il s'agit de terrains de gisement. Ces derniers sont alors amortis selon le rythme d'épuisement du gisement sans que la durée totale d'amortissement puisse excéder 40 ans.

— Coûts d'emprunts : Selon le traitement de référence de l'IAS 23, les coûts d'emprunts sont comptabilisés en charge de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

— Contrats de location financement : Les immobilisations faisant l'objet de contrats de location financement sont inscrites à l'actif du bilan et amorties comme si la société en était propriétaire. La dette correspondante est inscrite au passif du bilan.

— Immeubles de placement : Le Groupe n'a pas identifié d'immeubles de placement au sein de ses immobilisations.

2. Immobilisations incorporelles : Une immobilisation incorporelle est un actif non monétaire identifiable. Il est séparable et peut être loué, vendu, échangé de manière indépendante. Il est issu d'un droit contractuel ou légal, que ce droit soit séparable ou non. Il est sans substance physique.

Les immobilisations incorporelles acquises séparément sont comptabilisées au coût d'acquisition.

Les immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont comptabilisées séparément du Goodwill, seulement si leur juste valeur peut être évaluée de façon fiable lors de leur reconnaissance initiale.

Les frais de premier établissement et les frais de recherche sont comptabilisés en charge de l'exercice.

Les frais de développement ne sont activés que si la recouvrabilité future des dépenses encourues peut raisonnablement être considérée comme certaine. Toute dépense activée est amortie sur la durée attendue des ventes relatives au projet.

Les immobilisations incorporelles sont constituées essentiellement de logiciels, de brevets et de droits d'exploitation de carrières. Elles sont amorties sur leur durée d'utilité.

3. Goodwill : Le Goodwill représente l'excédent du coût d'acquisition d'une société sur la juste valeur des actifs et passifs identifiables de cette société à la date d'acquisition.

Le Goodwill est comptabilisé au coût diminué du cumul :

— des amortissements pratiqués antérieurement à la première application des IFRS ;

— des pertes de valeur comptabilisées à partir du 1er janvier 2004.

Les pertes de valeur sont comptabilisées lorsque des événements ou des changements de circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable.

Pour identifier d'éventuelles dépréciations, un test de valeur est réalisé au moins une fois par an.

Ce test consiste à évaluer la valeur d'utilité de l'Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) à laquelle est rattaché le Goodwill. Cette valeur d'utilité est déterminée par la méthode des flux de trésorerie actualisés, elle correspond à l'actualisation de flux futurs de trésorerie par le coût moyen pondéré du capital et incorpore une prime de risque économique. Les flux de trésorerie futurs sont déterminés à partir des prévisions établies par le management en charge de l'UGT, dans le cadre d'une procédure budgétaire habituelle pour l'année N + 1 et d'un plan à 3 ans pour les deux années suivantes.

4. Autres actifs financiers :

— Titres de participations et autres titres : Il s'agit de titres non cotés non disponibles à la vente ; ils figurent au bilan pour leur coût d'acquisition sous déduction des dépréciations estimées nécessaires (il n'y a pas d'écarts significatifs entre le coût d'acquisition et la juste valeur de ces titres).

— Prêts : Les prêts accordés figurent au bilan pour leur valeur actualisée lorsque leur taux de rémunération s'écarte des conditions normales du marché (exemple : prêts sans intérêts consentis par les sociétés françaises dans le cadre de l'obligation légale de participation des employeurs à l'effort de construction).

— Créances financières : Le contrat de concession pour la réhabilitation et l'entretien de la voirie de la ville de Portsmouth pendant une durée de 25 ans (Private Finance Initiative) est comptabilisé selon la méthode de la créance financière telle que préconisée par IFRIC 12.

Les travaux réalisés sont comptabilisés selon la méthode du pourcentage d'avancement définie par l'IAS 11.

La créance initiale représente la juste valeur des travaux réalisés et est ensuite comptabilisée au coût amorti selon la méthode définie par l'IAS 39.

Elle représente donc le montant des travaux réalisés, augmenté des intérêts cumulés calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif, et diminué des paiements reçus du concédant.

— Autres immobilisations financières : Les autres immobilisations financières sont appréciées à leur valeur nominale sous déduction des dépréciations éventuelles.

Actifs courants :

1. Stocks : Les stocks sont évalués à la plus faible des deux valeurs suivantes : coût ou valeur nette de réalisation.

Le coût des stocks comprend tous les coûts d'acquisition et les coûts de transformation.

Le coût d'acquisition comprend le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes non récupérables, les frais de transport et de manutention encourus pour amener les stocks à l'endroit où ils se trouvent.

Le coût de transformation inclut l'ensemble des coûts directs et indirects encourus pour transformer les matières premières en produits finis.

Pour l'évaluation ultérieure, le coût est calculé selon la méthode du Premier Entré, Premier Sorti, ou selon la méthode du Coût Moyen Pondéré en fonction de la nature des stocks.

La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé du produit diminué des coûts estimés pour son achèvement et sa commercialisation.

2. Créances clients et autres créances : Les créances clients, dont les échéances sont généralement comprises entre 30 et 90 jours, sont comptabilisées pour leur montant initial sous déduction des dépréciations estimées nécessaires en cas de risque de non recouvrement.

Les créances clients incluent les « factures à établir » correspondant aux travaux mérités qui n'ont pas encore fait l'objet d'une facturation au client.

3. Trésorerie et équivalents de trésorerie : La trésorerie comprend la trésorerie en banque, en caisse ainsi que les dépôts et valeurs mobilières de placement ayant une échéance initiale de moins de trois mois. Les valeurs mobilières de placement sont valorisées à leur coût d'acquisition et dépréciées si leur valeur vénale est inférieure à celui-ci. Pour les besoins du tableau des flux de trésorerie, la trésorerie comprend la trésorerie telle que définie ci-dessus, nette des concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques.

Capitaux propres consolidés. — Les actions propres éventuellement détenues sont imputées sur les capitaux propres consolidés. Lorsque des filiales du Groupe détiennent leurs propres actions, un complément de pourcentage d'intérêt au niveau du Groupe est constaté.

Provisions :

1. Provisions non courantes : Ce sont les provisions non liées au cycle d'exploitation normal de l'entreprise. Elles comprennent pour l'essentiel :

Les avantages au personnel à long terme :

— Pensions : Pour couvrir leurs engagements en matière de pensions à percevoir par les salariés après leur départ en retraite, les sociétés du Groupe effectuent des versements réguliers auprès des caisses de retraites ou fonds de pension indépendants (régimes à cotisations définies). Il subsiste toutefois quelques régimes à prestations définies au Royaume-Uni, en Irlande et au Canada. Ces régimes ne concernent qu'un nombre limité de salariés puisqu'il a été décidé il y a quelques années que ces fonds ne pouvaient plus accueillir de nouveaux cotisants.

— Indemnités de départ en retraite : Leur coût est déterminé en utilisant la méthode actuarielle des unités de crédit projetées. Les gains ou pertes actuariels sont désormais comptabilisés en capitaux propres (voir changement de méthode en 2007).

— Primes attribuées à l'occasion de la remise des médailles d'ancienneté : Ces primes, dont la pratique dans la très grande majorité des sociétés du Groupe est permanente et systématique, font l'objet d'une provision. La méthode de calcul utilisée est une projection individuelle tenant compte de la rotation du personnel et de l'espérance de vie par rapport aux tables de mortalité.

Les litiges et contentieux :

— Litiges et contentieux travaux : Le montant du risque provisionné est évalué en fonction de la demande de la partie adverse ou de l'évaluation des travaux de réfection établie par les experts désignés par les tribunaux.

— Risques sur contrôles fiscaux, contrôles charges sociales ou autres administrations : Les redressements sont pris en charge dans l'exercice lorsqu'ils sont acceptés ou font l'objet d'une provision lorsqu'ils sont contestés.

Les garanties données aux clients (long terme) : Elles représentent l'évaluation des travaux à réaliser au titre des garanties données lorsque la durée de la garantie excède la durée du cycle d'exploitation (1 à 2 ans), par exemple la garantie décennale relative à certains ouvrages.

Les coûts de remise en état des sites (long terme) : Le coût de remise en état des sites d'exploitation de carrières à l'expiration du gisement et/ou de l'autorisation d'exploitation fait l'objet d'une évaluation détaillée (coût de la main-d'oeuvre, du matériel qui sera utilisé, des matériaux à mettre en oeuvre, quote-part de frais généraux, ...). Seuls les coûts qui seront engagés au-delà des douze mois suivant la clôture de l'exercice figurent dans cette rubrique.

2. Provisions courantes : Il s'agit des provisions liées au cycle d'exploitation normal de l'entreprise ; les charges rattachées sont généralement réglées dans les 12 mois qui suivent la clôture de l'exercice.

Elles comprennent pour l'essentiel :

— Les provisions pour garanties données aux clients (durée 1 à 2 ans maximum) : Les provisions pour finitions constituées dans le cadre des garanties contractuelles font l'objet d'une appréciation individuelle chantier par chantier.

— Les provisions pour frais de fin de chantier : Il s'agit des frais de repli de chantier (nettoyage du chantier, repli du matériel). Ces frais font l'objet d'une appréciation individuelle qui est fonction de l'importance du chantier et de son éloignement par rapport aux bases permanentes.

— Les provisions pour pertes à terminaison de fin de contrats : Elles concernent les chantiers en cours de réalisation et prennent éventuellement en compte les réclamations acceptées par le client. Elles sont évaluées chantier par chantier, sans compensation.

— Les coûts de remise en état des sites : Il s'agit du coût des travaux de remise en état des sites après exploitation (principalement carrières) qui seront réalisés dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice.

Conformément aux dispositions de la norme IAS 37 relative aux passifs, une information relative aux provisions les plus significatives est fournie, dans la mesure où cette information ne peut porter préjudice au Groupe.

Impôts différés passifs et dettes fiscales long terme. — Les passifs d'impôts différés (ou IDP) représentent les montants d'impôts sur le résultat payables au cours d'exercices futurs au titre des différences temporelles imposables (sources d'imposition future). Tous les IDP sont comptabilisés, y compris ceux relatifs aux retraitements de consolidation.

La comptabilisation d'un IDP concerne toutes les différences temporelles générées par des participations dans des filiales, entreprises associées, coentreprises sauf si la société mère est en mesure de contrôler la date à laquelle la différence temporelle s'inversera et s'il est probable que la différence temporelle ne s'inversera pas dans un avenir prévisible (pas de projet de cession dans un avenir prévisible).

Lorsqu'il existe une probabilité de cession des titres de la filiale ou de distribution de bénéfices dans un avenir prévisible ou une absence de contrôle de la filiale (sociétés associées), un impôt différé passif est constaté.

Instruments financiers. — Certaines sociétés du Groupe utilisent des instruments financiers dans le but de limiter l'incidence des variations de change et de taux d'intérêt sur leur résultat. L'utilisation de ces instruments s'inscrit dans le cadre ci-dessous.

1. Nature des risques auxquels le Groupe est exposé :

— Risque de change : Le Groupe est faiblement exposé au risque de change puisque les filiales réalisent une très faible part de leur chiffre d'affaires à l'exportation. Dans la plupart des cas, le chiffre d'affaires à l'international est réalisé par des filiales locales dont la facturation et les dépenses sont libellées dans la devise du pays où sont exécutés les travaux.

Ponctuellement, certains contrats en devises font l'objet d'une couverture de change.

D'une manière générale, les investissements nets réalisés par le Groupe dans des entités étrangères (filiales, participations, succursales, co-entreprises) ne font pas l'objet d'une couverture de change car ces entités n'ont pas vocation à être revendues.

Les swaps de devises sont principalement utilisés dans le but d'optimiser la trésorerie du Groupe par la conversion, sans risque de change, d'excédents en une devise, prêtés à des filiales dans leur devise locale en substitution de lignes bancaires en devises locales.

— Risque de taux : Le compte de résultat du Groupe est peu sensible aux variations des taux d'intérêt. En moyenne sur l'exercice, la partie des dettes financières à taux variable est équivalente à la trésorerie disponible elle-même placée à taux variable.

Certains actifs ou passifs financiers peuvent ponctuellement être couverts.

2. Principes et règles des opérations de couverture utilisées par le Groupe : Les instruments utilisés sont limités à des produits classiques comme :

— les achats et ventes à terme de devises, swaps de devise, achats d'options de change dans le cadre de la couverture du risque de change ;

— les swaps de taux d'intérêt, future rate agreements, achats de caps et de tunnels ou d'options de taux dans le cadre de la couverture du risque de taux.

Ces instruments ont pour caractéristiques de n'être utilisés qu'à des fins de couverture, de n'être traités qu'avec des banques françaises et internationales de premier rang et de ne présenter aucun risque d'illiquidité en cas de retournement éventuel.

L'utilisation de ces instruments, le choix des contreparties et plus généralement la gestion de l'exposition au risque de change et au risque de taux, font l'objet d'un suivi détaillé et spécifique transmis aux organes de direction et de contrôle des sociétés concernées.

— Couverture des flux de trésorerie (cash flow hedge) : La couverture de flux de trésorerie correspond à la couverture des variations de flux futurs de trésorerie de l'instrument couvert ou d'une opération future.

Lorsque les instruments financiers dérivés couvrent l'exposition aux variations des flux de trésorerie d'un engagement ferme ou d'une transaction prévue, le profit ou la perte réalisé sur la partie de l'instrument de couverture que l'on estime être une couverture efficace est comptabilisé directement en capitaux propres.

La partie de couverture estimée inefficace est comptabilisée immédiatement en résultat. Les autres profits ou pertes résiduels sur l'instrument de couverture sont inclus en résultat.

Lorsque l'instrument de couverture arrive à expiration, il est vendu, résilié ou exercé. Le profit ou la perte cumulé est maintenu dans les capitaux propres tant que la transaction prévue n'est pas réalisée. Lorsque la transaction est réalisée, le produit ou la charge nette cumulé correspondant, qui avait été comptabilisé directement en capitaux propres, est repris en résultat.

— Couverture de juste valeur (fair value hedge) : La couverture de juste valeur a pour objet de limiter les variations de la juste valeur d'un actif ou d'un passif présent dans le bilan.

Lorsqu'un instrument financier dérivé couvre l'exposition aux variations de la juste valeur d'une créance ou d'une dette, le profit ou la perte résultant de la réévaluation de l'instrument de couverture à la juste valeur est comptabilisé immédiatement en résultat net. Le profit ou la perte sur l'élément couvert attribuable au risque couvert ajuste la valeur comptable de l'élément couvert et est comptabilisé directement en résultat net.

La juste valeur des éléments couverts, en fonction du risque couvert, correspond à leur valeur comptable convertie en euros au taux de change en vigueur à la date de clôture.

3. Méthodes comptables appliquées en matière d'instruments financiers : Le Groupe utilise les principes et méthodes comptables définis par la norme IAS 39, à savoir :

— Critères pour comptabiliser un actif ou un passif financier : La comptabilisation de couverture est appliquée lorsque les instruments financiers dérivés compensent, en totalité ou en partie, la variation de juste valeur ou de flux de trésorerie d'un élément couvert. L'appréciation de l'efficacité des couvertures est effectuée à intervalles réguliers au moins tous les trimestres.

Cependant, dans certains cas (montants notionnels modestes, maturités de couverture courtes, impacts limités sur le compte de résultat), les instruments financiers ne font volontairement pas l'objet d'une comptabilité de couverture afin de ne pas alourdir les procédures administratives du Groupe. Dans ce cas, la variation de juste valeur de l'instrument de couverture est comptabilisée dans le compte de résultat.

— Base d'évaluation des actifs et passifs financiers : Les actifs et passifs financiers sont comptabilisés à leur coût ou coût amorti.

— Comptabilisation des instruments évalués à la juste valeur : Le Groupe utilise très peu d'instruments financiers ; les instruments financiers dérivés sont valorisés à leur juste valeur. Il s'agit de la valeur de marché pour les instruments cotés sur les marchés financiers. Quant aux instruments non cotés en Bourse (non utilisés jusqu'à présent), leur juste valeur est déterminée à l'aide de techniques d'estimation telles que les modèles d'évaluation des options et la méthode de la valeur d'utilité (actualisation des flux de trésorerie). Ces modèles prennent en considération des hypothèses basées sur les données du marché.

— Comptabilisation des produits et charges générés par les actifs et passifs financiers : Les instruments dérivés sont comptabilisés à l'origine au coût d'acquisition. Ils sont évalués par la suite à leur juste valeur. Les profits et pertes latents qui en découlent sont comptabilisés en fonction de la nature de la couverture de l'élément couvert.

A la date de clôture, la juste valeur des swaps de taux d'intérêts est égale au montant que le Groupe devrait recevoir ou payer pour clôturer les positions. La juste valeur est évaluée en tenant compte des taux d'intérêt actuels et du risque crédit des contreparties. La juste valeur des contrats de change à terme est égale à leur valeur de marché à la date de clôture, c'est à dire la valeur actualisée du cours ou du taux à terme.

Compte de résultat :

1. Produits des activités ordinaires : Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés s'il est probable que des avantages économiques futurs reviendront au Groupe et si les coûts encourus concernant ces opérations peuvent être évalués de façon fiable.

Les produits des activités ordinaires se décomposent comme suit :

— Ventes de biens : Le produit est comptabilisé lorsque les risques et avantages inhérents à la propriété du bien sont transférés à l'acheteur.

— Contrats de construction et prestations de services : Le produit est comptabilisé en fonction du degré d'avancement des chantiers ou prestations. Le degré d'avancement est évalué par référence aux travaux exécutés ; une perte attendue sur un contrat est immédiatement comptabilisée en résultat.

— Autres produits des activités ordinaires : Il s'agit de redevances perçues pour utilisation de licences et brevets : le produit est comptabilisé lorsque l'entreprise est en droit d'en percevoir le paiement.

2. Subventions publiques : Elles sont comptabilisées en produit lorsqu'il existe une assurance raisonnable qu'elles soient perçues et que toutes les conditions rattachées soient satisfaites.

Lorsque la subvention est accordée en compensation d'une charge, elle est comptabilisée en produit sur les exercices nécessaires pour la rattacher aux coûts qu'elle est censée compenser.

Les subventions liées à des actifs sont comptabilisées en diminution de la valeur de l'actif subventionné.

3. Résultats sur opérations faites en commun : Ce poste inclut principalement la quote-part de résultat transférée par les sociétés en participation ou Groupements d'Intérêt Economique de fabrication d'enrobés ou de liants exploités en commun avec d'autres associés.

4. Résultat opérationnel courant : Le résultat opérationnel courant provient des activités principales génératrices de produits de l'entreprise et de toutes les autres activités qui ne sont pas d'investissement ou de financement.

Les dépréciations de Goodwill sont comprises dans le résultat opérationnel courant.

5. Autres produits et charges non courants : Il s'agit de produits ou de charges en nombre très limité, inhabituels, anormaux et peu fréquents - de montant particulièrement significatif - que l'entreprise présente de manière distincte dans son compte de résultat pour faciliter la compréhension de la performance opérationnelle courante.

La nature de ces éléments est décrite dans la note 11.

6. Coût de l'endettement financier net : Il inclut les charges et produits d'intérêts liés à la trésorerie ainsi que les coûts d'emprunts.

7. Impôts : Les impôts différés sont comptabilisés, en utilisant la méthode bilancielle du report variable, pour toutes les différences temporelles imposables ou déductibles existant à la date de clôture.

Les différences temporelles imposables ou déductibles incluent toutes les différences entre la base fiscale des actifs et passifs et leur valeur comptable au bilan, à l'exception des Goodwill.

Lorsque, pour une société, le montant net de l'imposition différée fait apparaître un actif d'impôt, celui-ci n'est inscrit à l'actif du bilan que s'il existe une forte probabilité de récupération sur les exercices ultérieurs.

Les actifs et passifs d'impôts sont évalués avec les taux d'imposition dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Tableau des flux de trésorerie. — Le tableau des flux de trésorerie est établi selon la méthode dite indirecte.

Selon cette méthode, le résultat net est ajusté des effets des transactions sans effet de trésorerie, de tout décalage ou régularisation d'entrées ou de sorties de trésorerie opérationnelles passées ou futures liées à l'exploitation et des éléments de produits ou de charges liés aux flux de trésorerie concernant les investissements ou le financement.

La trésorerie du Groupe, dont la variation est analysée dans le tableau des flux, est définie comme étant le solde net des rubriques du bilan ci-après :

— disponibilités et valeurs mobilières de placement nettes ;

— concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque.

La capacité d'autofinancement prend en compte les dotations et reprises sur dépréciations d'actifs courants. Elle inclut notamment le résultat net des sociétés intégrées et le résultat des entreprises associées à hauteur des dividendes encaissés.

La classification retenue pour les intérêts et les dividendes positionne ces derniers dans les flux de trésorerie de financement. Il est à noter que les intérêts décaissés au cours de l'exercice correspondent aux intérêts constatés dans le résultat de l'exercice.

Autres informations :

1. Comparabilité des états financiers : Suite au changement de méthode concernant la norme IAS 19 révisée (comptabilisation en capitaux propres des écarts actuariels relatifs aux avantages au personnel), les états financiers 2006 ont été retraités à l'ouverture pour permettre la comparaison avec 2007 et un état des charges et produits comptabilisés a été présenté à la suite du compte de résultat.

Les variations de périmètre de l'exercice n'ont pas eu d'impact significatif sur les états financiers consolidés de l'exercice 2007 et ne font pas obstacle à la comparaison avec l'exercice précédent.

2. Evénements postérieurs à la clôture de l'exercice : Néant.

3. Nouvelles normes et interprétations non encore appliquées : De nouvelles normes, amendements de normes et interprétations ne sont pas encore d'application obligatoire en 2007.

Ainsi les normes et interprétations suivantes n'ont pas été appliquées pour la préparation des états financiers consolidés :

— IAS 1 révisée pour la présentation des états financiers (application 1-01-2009) ;

— IAS 23 révisée « coûts d'emprunts » qui impose la capitalisation des coûts d'emprunts (application 1-01-2009) ;

— IFRS 8 « secteurs opérationnels » qui remplacera IAS 14 « Information sectorielle » (application 1-01-2009) ;

— IFRIC 11 relative aux paiements sur base d'actions au sein d'un groupe (application 1-01-2008) ;

— IFRIC 13 relative aux programmes de fidélité clients (application 1-07-2008) ;

— IFRIC 14 interprétation de IAS 19 « avantages au personnel » : écartement d'un actif de retraite, exigence de financement et leurs interactions.

Aucune de ces nouvelles normes ou interprétations n'aura un impact significatif sur les états financiers du Groupe.

Note 3. – Actifs non courants.

3.1. Immobilisations corporelles :

	Terrains & constructions	Installations, matériels et outillages	Immob. en cours et avances sur commandes	Total
Valeur brute :				
1er janvier 2006	931	3 052	51	4 034
Ecart de conversion	- 18	- 74		- 92

Virements de rubriques	9	34	- 50	- 7
Changements de périmètre	7	97	1	105
Acquisitions	65	419	72	556
Cessions et réductions	- 10	- 172		- 182
31 décembre 2006	984	3 356	74	4 414
Ecart de conversion	- 14	- 53	- 1	- 68
Virements de rubriques	30	47	- 75	2
Changements de périmètre	48	182	5	235
Acquisitions	75	507	97	679
Cessions et réductions	- 11	- 213		- 224
31 décembre 2007	1 112	3 826	100	5 038
Amortissements et dépréciations :				
1er janvier 2006	- 318	- 2 094		- 2 412
Ecart de conversion	3	48		51
Virements de rubriques		6		6
Changements de périmètre	2	- 52		- 50
Dotations et reprises	- 38	- 323		- 361
Cessions et réductions	5	156		161
31 décembre 2006	- 346	- 2 259		- 2 605
Ecart de conversion	3	34		37
Virements de rubriques	4	- 4		
Changements de périmètre	- 12	- 91		- 103
Dotations et reprises	- 43	- 356		- 399
Cessions et réductions	5	188		193
31 décembre 2007	- 389	- 2 488		- 2 877
Valeur nette :				
1er janvier 2006	613	958	51	1 622
Dont locations financements	11	52		63
31 décembre 2006	638	1 097	74	1 809
Dont locations financements	7	51		58
31 décembre 2007	723	1 338	100	2 161
Dont locations financements	9	43		52

3.2. Immobilisations incorporelles et Goodwill :

	Concessions, brevets et autres droits	Autres	Total immobilisations incorporelles	Goodwill
Valeur brute :				
1er janvier 2006	81	26	107	212
Ecart de conversion	- 1	- 1	- 2	- 4
Virements de rubriques	9	- 8	1	
Changements de périmètre				21
Acquisitions	4	15	19	9
Cessions et réductions	- 1		- 1	
31 décembre 2006	92	32	124	238
Ecart de conversion		- 2	- 2	- 6
Virements de rubriques	1	- 1		- 4
Changements de périmètre	9	11	20	231
Acquisitions	3	4	7	10

Cessions et réductions	- 3	- 2	- 5	- 5
31 décembre 2007	102	42	144	464
Amortissements et dépréciations :				
1er janvier 2006	- 31	- 11	- 42	- 7
Ecarts de conversion				
Virements de rubriques	- 1	1		
Changements de périmètre	2		2	
Cessions et réductions	2		2	
Dotations et reprises	- 5	- 2	- 7	- 9
31 décembre 2006	- 33	- 12	- 45	- 16
Ecarts de conversion		1	1	
Virements de rubriques				
Changements de périmètre	- 1	- 1	- 2	
Cessions et réductions	1	2	3	
Dotations et reprises	- 6	- 6	- 12	- 1
31 décembre 2007	- 39	- 16	- 55	- 17
Valeur nette :				
1er janvier 2006	50	15	65	205
31 décembre 2006	59	20	79	222
31 décembre 2007	63	26	89	447

Concessions, brevets et autres droits : il s'agit pour l'essentiel de droits d'exploitation de carrières, et dans une moindre mesure de brevets et de logiciels.

— Dépréciation des actifs incorporels à durée de vie indéterminée et des Goodwill : Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'un actif ou de son Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) est supérieure à sa valeur recouvrable. Si, pour une UGT, un indice de perte de valeur est identifié, un test de valeur est réalisé selon la méthode décrite en note 1.

Le détail des Goodwill répartis par UGT et les principales hypothèses utilisées sont les suivantes :

Unités Génératrices de trésorerie	Actifs incorporels à durée de vie indéterminée	Goodwill	Taux d'actualisation
UGT France	17	350	6,38 %
UGT Europe (hors France)	9	49	6,38 %
UGT Amérique du Nord		39	7,86 %
UGT Reste du monde	1	9	7,86 %
Totaux	27	447	

3.3. Participations dans les entreprises associées :

	Quote-part dans les capitaux propres	Goodwill sur entreprises associées	Dépréciations des Goodwill	Valeur nette
1er janvier 2006	260	6	- 2	264
Ecarts de conversion				
Virements de rubriques				
Changements de périmètre	- 2	- 1		- 3
Augmentation de capital	1			1
Résultat de l'exercice	54			54
Dividendes distribués	- 28			- 28
Perte de valeur				
31 décembre 2006	285	5	- 2	288

Ecarts de conversion	1			1
Virements de rubriques				
Changements de périmètre		2		2
Augmentation de capital	20			20
Résultat de l'exercice	62			62
Dividendes distribués	-34			-34
Perte de valeur				
31 décembre 2007	334	7	-2	339

	Quote-part dans les capitaux propres	Goodwill sur entreprises associées	Dépréciations des Goodwill	Valeur nette
Principales entreprises associées :				
Cofiroute (a)	288			288
Tipco Asphalt (b)	21	4	-2	23
Mak Mecsek	19			19
Autres	6	3		9
Total	334	7	-2	339

(a) Bien que détenue à moins de 20 % (16,7 %), Cofiroute est consolidée par mise en équivalence car Colas SA exerce une influence notable par sa présence au Conseil d'administration (Administrateur : H. Le Bouc).

(b) Société cotée à la bourse de Bangkok (Thaïlande) :

Valeur des titres sur la base du cours de l'action au 31 décembre 2007 : 28 M€.

Valeur des titres sur la base du cours moyen de l'action en 2007 : 30 M€.

— Part du Groupe dans les actifs, passifs et résultats des principales sociétés associées :

	Cofiroute 16,7 %	Tipco Asphalt 30,7 %	Mack Mecsek 30,0 %	Autres	Total
Actifs non courants	892	20		6	918
Actifs courants	113	29	19	6	167
Total actif	1 005	49	19	12	1 085
Capitaux propres	288	21	19	6	334
Passifs non courants	612	9		2	623
Passifs courants	105	19		4	128
Total passif	1 005	49	19	12	1 085
Produits des activités ordinaires	173	69		10	252
Résultat de l'exercice	58	2		2	62

3.4. Autres actifs financiers non courants :

	Participations non consolidées	Autres actifs financiers	Total valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
1er janvier 2006	51	76	127	-27	100
Ecarts de conversion					
Virements de rubriques		1	1		1
Changements de périmètre	-39	3	-36	-5	-41
Acquisitions & autres augmentations	72	50	122		122
Cessions et réductions	-25	-7	-32		-32
Dotations et reprises				-4	-4
31 décembre 2006	59	123	182	-36	146

Ecart de conversion		- 6	- 6		- 6
Virements de rubriques					
Changements de périmètre	- 1	4	3	- 2	1
Acquisitions & autres augmentations	39	33	72		72
Cessions et réductions	- 48	- 11	- 59		- 59
Dotations et reprises				10	10
31 décembre 2007	49	143	192	- 28	164

Détail des principales participations non consolidées	Brut	Dépréciation	Décembre 2007 Net	Décembre 2006 Net
Sociétés d'enrobés ou de liants	15	- 2	13	13
Sociétés de carrières	4		4	4
Sociétés en sommeil	7	- 6	1	1
Sociétés non contrôlées	5	- 1	4	5
AKA Rt	4		4	4
Sociétés acquises en fin d'exercice (a)	6		6	12
Autres participations (b)	8	- 2	6	3
Total	49	- 11	38	42

(a) Ces sociétés, acquises en fin d'exercice, seront consolidées en 2008.

(b) Aucune de ces participations ne présente un caractère significatif.

Détail des autres actifs financiers	Brut	Dépréciation	Décembre 2007 Net	Décembre 2006 Net
Prêts (c)	39	- 15	24	23
Dépôts et cautionnements	34	- 2	32	25
Créances financières (d)	70		70	56
Total	143	- 17	126	104

(c) Prêts accordés : il s'agit principalement de prêts à 20 ans non rémunérés, accordés dans le cadre de l'obligation légale française d'investissement des employeurs dans la construction. Ces prêts sont comptabilisés pour leur valeur nette actualisée.

(d) Créances financières : cet actif représente la créance du Groupe sur la ville de Portsmouth, contrepartie des prestations effectuées dans le cadre du contrat de financement et de réalisation de la réhabilitation et de l'entretien de sa voirie.

3.5. Impôts différés et créances fiscales long terme :

	Impôts différés actif	Créances fiscales long terme	Total
1er janvier 2006	64		64
Ecart de conversion	- 1		- 1
Virements de rubriques			
Changements de périmètre			
Variations nettes	6		6
31 décembre 2006	69		69
Ecart de conversion	- 2		- 2
Virements de rubriques	- 1		- 1
Changements de périmètre	12		12
Variations nettes	7		7
31 décembre 2007	85		85

Le montant des actifs d'impôts différés non comptabilisés du fait d'une récupération jugée peu probable s'élève à 23 millions d'euros au 31 décembre 2007 (21 millions d'euros au 31 décembre 2006).

Principales sources d'impôts différés par nature :

	Décembre 2007	Décembre 2006
Sources actives :		
Avantages au personnel	55	50
Déficits fiscaux	8	9
Réévaluation des instruments financiers	4	1
Sources passives :		
Provisions réglementées	-26	-22
Immobilisations (location financement, écarts d'évaluation)	-22	-18
Impôts de distribution	-4	-4
Réévaluation des instruments financiers	-5	-5
Autres différences temporaires	2	-5
Actif net (passif net) d'impôts différés	12	6

Le délai de récupération des impôts différés actif est essentiellement à plus de 5 ans.

Note 4. – Actifs courants.

4.1. Stocks, créances courantes et paiements d'avance :

	31/12/07			31/12/06		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Stocks	357	-11	346	302	-10	292
Matières, approvisionnements et produits finis						
Créances clients	3 153	-77	3 076	2 715	-70	2 645
Clients, factures à établir, retenues de garanties (a)						
Actifs d'impôt	23		23	18		18
Personnel, organismes sociaux, Etat	310		310	271		271
Créances sociétés apparentées et créances diverses	240	-8	232	207	-12	195
Paiements d'avance	30		30	25		25
Autres créances	580	-8	572	503	-12	491

(a) L'antériorité des créances clients est la suivante :

	Créances non échues	Moins de 6 mois	De 6 mois à 1 an	Plus d'1 an	Total
Créances brutes	2 278	640	122	113	3 153
Dépréciations	-2	-6	-13	-56	-77
Créances client (net)	2 276	634	109	57	3 076

Risque de crédit : le Groupe considère que son exposition au risque de crédit sur les créances non échues est limité compte tenu de la nature de sa clientèle (Etats, collectivités publiques, entreprises publiques et privées, particuliers).

4.2. Trésorerie et équivalents de trésorerie :

	31/12/07			31/12/06		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Banques et caisses	333		333	242		242
Société de trésorerie Bouygues Relais	301		301	432		432

Valeurs mobilières de placement	39	39	30	30
Total	673	673	704	704

La valeur de réalisation des valeurs mobilières de placement est supérieure à la valeur comptable.
Les placements de trésorerie sont effectués par le Groupe auprès de banques françaises et étrangères.
Ils se répartissent entre les devises suivantes :

	Euro	USD	GBP	Autres	Total
Banques et caisses	140	23	15	155	333
Société de trésorerie Bouygues Relais	301				301
Valeurs mobilières de placement	37			2	39
Total	478	23	15	157	673
Rappel 31 décembre 2006	574	13	16	101	704

Les disponibilités et équivalents de trésorerie ont une échéance inférieure à 12 mois ou peuvent être facilement convertis en numéraire.

La trésorerie présentée dans le tableau de flux de trésorerie comprend les éléments suivants :

	Décembre 2007	Décembre 2006
Trésorerie et équivalents de trésorerie	673	704
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	- 129	- 126
Total	544	578

Note 5. – Informations sur les capitaux propres.

Composition du capital social. — Le capital social de Colas SA au 31 décembre 2007 est de 48 775 027,50 euros.

Il est constitué de 32 516 685 actions de 1,50 euro nominal, ayant toutes les mêmes droits (toutefois, les actions nominatives détenues depuis plus de deux ans entre les mains d'un même actionnaire confèrent un droit de vote double).

Mouvements de l'exercice	Nombre d'actions	Montant en euros
1er janvier 2007	32 373 450	48 560 175,00
Partie du dividende payé en actions	143 235	214 852,50
31 décembre 2007	32 516 685	48 775 027,50
Principaux actionnaires :		
Société Bouygues SA	31 358 573	96,44 %
Autres actionnaires	1 158 112	3,56 %

Gestion du capital. — L'objectif de la Direction Générale de Colas est de maintenir un niveau de capitaux propres consolidés permettant :

— de conserver un ratio endettement net sur capitaux propres raisonnable ;

— de distribuer un dividende régulier aux actionnaires.

Parmi les indicateurs de performance utilisés, certains peuvent être calculés par référence aux capitaux propres mais leur utilisation n'est ni prépondérante ni systématique.

Par ailleurs, il est rappelé que les capitaux propres du Groupe ne sont soumis à aucune restriction statutaire.

Option de souscription d'actions en cours de validité. — Néant.

Réserve de conversion. — La réserve de conversion est née le 1er janvier 2004 avec la première application des normes IFRS. Les principaux écarts de conversion au 31 décembre 2007 concernent les états financiers des sociétés situées dans les pays suivants :

	Décembre 2007	Décembre 2006
Etats-Unis	- 40	- 12
Canada	10	2
Grande-Bretagne	- 2	2
Autres pays	7	16
Total réserve de conversion	- 25	8

Note 6. – Dettes financières non courantes et courantes.

Répartition des emprunts portant intérêt par échéance :

	Echéances – 1 an 2008	Echéances à plus d'un an					Total 2007	Total 2006
		1 à 2 ans 2009	2 à 3 ans 2010	3 à 4 ans 2011	4 à 5 ans 2012	5 ans et + 2013 et +		
Emprunts MT et LT		24	13	6	3	58	104	93
Locations financement		12	11	7	2	2	34	34
Autres dettes LT		2	1	1	1	6	11	10
Sous-total	45	38	25	14	6	66	149	137
Concours bancaires et soldes créditeurs de banque	129							
31 décembre 2007	174	38	25	14	6	66	149	137
Rappel 31/12/06	158	20	33	26	10	48	137	
Partie à moins d'un an de la dette long terme							45	32

Lignes de crédit confirmées / utilisées :

	Lignes confirmées - Echéances				Lignes utilisées - Echéances			
	Moins d'un an	1 à 5 ans	Au delà	Total	Moins d'un an	1 à 5 ans	Au delà	Total
Lignes de crédit	390	774	76	1 240	34	84	76	194
Lettres de crédit								
Total	390	774	76	1 240	34	84	76	194

Liquidité au 31 décembre 2007. — Au 31 décembre 2007, la trésorerie nette disponible s'élève à 544 M€ auxquels s'ajoute un montant de 1 046 M€ de lignes bancaires à moyen terme confirmées et non utilisées à cette date. Le Groupe n'est donc pas exposé à un risque de liquidité.

Les crédits bancaires contractés par les sociétés du groupe Colas ne comportent aucune clause financière significative susceptible d'entraîner leur exigibilité et/ou leur remboursement anticipé.

Répartition de la dette financière courante et non courante selon la nature de taux. — Répartition de la dette financière courante et non courante après prise en compte de l'ensemble des opérations de couverture de taux non échues à la date de clôture de l'exercice :

Dettes à taux fixe (1)	55 % (2006 : 70 %)
Dettes à taux variable	45 % (2006 : 30 %)

(1) Dettes à taux fixé pour plus d'un an.

Répartition de la dette financière court terme et long terme par devises :

	Euro	USD	GBP	Autres	Total
Long terme décembre 2007	44	1	67	37	149
Court terme décembre 2007	35	5	7	127	174
Long terme décembre 2006	47	13	54	23	137
Court terme décembre 2006	28	1	4	125	158

Note 7. – Provisions.

7.1. Provisions non courantes :

	Avantages au personnel	Litiges et contentieux	Garanties données (LT)	Remise en état des sites (LT)	Autres	Total

1er janvier 2006	193	130	61	61	26	471
Changement de méthode (a)	15					15
Ecarts de conversion					-1	-1
Virements de rubriques		1		2		3
Changements de périmètre	-2					-2
Ecarts actuariels affectés en capitaux propres	-5					-5
Dotations	24	60	26	13	7	130
Reprises utilisées	-10	-26	-6	-4	-9	-55
Reprises non utilisées		-17	-8	-3	-5	-33
31 décembre 2006	215	148	73	69	18	523
Ecarts de conversion	-2					-2
Virements de rubriques	1		1	-3	-1	-2
Changements de périmètre	16	6	2		8	32
Ecarts actuariels affectés en capitaux propres	-12					-12
Dotations	25	64	35	14	7	145
Reprises utilisées	-16	-25	-11	-4	-3	-59
Reprises non utilisées	-2	-20	-11		-2	-35
31 décembre 2007	225	173	89	76	27	590

(a) Application rétrospective de IAS 19 révisée (écarts actuariels sur régimes à prestations définies).

Détail des principales provisions	12/07	12/06
Récompenses d'ancienneté	59	56
Indemnités de fin de carrière	135	126
Pensions	31	33
Avantages au personnel	225	215
Litiges avec les clients	83	57
Litiges avec le personnel	11	10
Litiges avec des organismes sociaux	38	34
Litiges avec l'administration fiscale	15	17
Litiges avec d'autres administrations	10	16
Autres litiges	16	14
Litiges et contentieux	173	148
Garanties décennales	50	47
Garanties Génie Civil, Travaux Publics	31	25
Garanties de performance	8	1
Garanties données	89	73

7.2. Provisions courantes :

	Perte à terminaison	Risques travaux & fin de chantier	Garanties données (CT)	Remise en état des sites (CT)	Autres	Total
1er janvier 2006	33	30	31	10	19	123
Ecarts de conversion		-1				-1
Virements de rubriques		-1	-1		-1	-3
Changements de périmètre			-1			-1
Dotations	28	21	24	4	13	90
Reprises utilisées	-23	-7	-14	-2	-4	-50
Reprises non utilisées	-3	-5	-3	-1	-2	-14

31 décembre 2006	35	37	36	11	25	144
Ecarts de conversion		- 1	- 1			- 2
Virements de rubriques		2		3	- 2	3
Changements de périmètre	13	4	1	2	4	24
Dotations	41	29	35	4	17	126
Reprises utilisées	- 31	- 15	- 17	- 3	- 13	- 79
Reprises non utilisées	- 5	- 5	- 5	- 1	- 2	- 18
31 décembre 2007	53	51	49	16	29	198

Note 8. – Impôts différés et dettes fiscales long terme.

	Décembre 2007	Décembre 2006
Passifs d'impôts différés	74	60
Dettes fiscales long terme		
Total des impôts non courants	74	60

Note 9. – Autres passifs courants.

	Décembre 2007	Décembre 2006
Personnel, organismes sociaux, Etat	951	824
Produits différés	45	35
Autres dettes non financières	827	547
Total des autres dettes	1 823	1 406

Note 10. – Produits des activités ordinaires.

	2007	2006
Ventes de produits	1 657	1 551
Prestations de service	335	257
Contrats de construction	9 681	8 908
Autres produits des activités ordinaires	0	1
Produit des activités ordinaires	11 673	10 717
Informations relatives aux contrats de construction :		
Travaux à facturer	360	279
Retenues de garantie	51	23
Travaux facturés d'avance	- 307	- 216
Avances reçues	- 85	- 63

Note 11. – Autres produits et charges opérationnels.

	2007	2006
Quote-part de résultats sur opérations faites en commun	31	32
Résultats sur cessions d'actifs	41	35
Autres produits opérationnels (a)	402	346
Autres produits d'exploitation	474	413
Autres charges d'exploitation	- 74	- 65

Autres produits et charges non courants (b)	- 3	4
<i>(a) Principalement refacturations de charges aux associés de sociétés en participation ou de GIE.</i>		
<i>(b) Amendes Concurrence.</i>		

Note 12. – Produits et charges financiers.

12.1. Coût de l'endettement financier net :

	2007	2006
Produits d'intérêts liés à la trésorerie	18	12
Produits des placements	3	2
Produits financiers	21	14
Charges d'intérêts liées à la trésorerie	- 16	- 13
Charges d'intérêts sur locations financement	- 2	- 2
Charges d'intérêts sur dettes financières	- 14	- 14
Charges financières	- 32	- 29
Coût de l'endettement financier net	- 11	- 15

12.2. Autres produits et charges financiers :

	2007	2006
Dividendes reçus de participations non consolidées	5	4
Dotations financières nettes	20	- 1
Plus et moins-values sur cessions / actifs financiers	- 9	
Autres produits et charges	- 12	
Autres produits et charges financiers	4	3

Note 13. – Charge d'impôt sur le résultat.

	2007	2006
Décomposition :		
Impositions exigibles	- 208	- 165
Impositions différées	5	1
Rappels ou dégrèvements d'impôts	- 2	- 2
Impôts sur distributions	- 7	- 2
	- 212	- 168
Dotation / reprise provisions pour impôt	3	
Charge nette d'impôt	- 209	- 168

Rapprochement entre impôt théorique et charge réelle : Les différences constatées entre la charge d'impôt théorique, déterminée au taux de droit commun en vigueur en France et le taux effectif constaté en charges de l'exercice sont les suivantes :

	2007	2006
Charge d'impôt théorique	- 216	- 178
Incidence des taux impôt réduits ou majorés	14	14
Activation d'impôts différés antérieurement non comptabilisés		
Actifs d'impôts différés non comptabilisés (a)	- 1	3
Impôts non liés au résultat	- 6	- 4
Effet des différences permanentes		- 3
Charge d'impôt comptabilisée	- 209	- 168

(a) Récupération jugée trop lointaine.

Note 14. — Résultat et dividende par action.

Le résultat par action avant dilution est obtenu en divisant le résultat net (part du Groupe) par le nombre d'actions au 31 décembre 2007, à l'exclusion des actions propres en cours d'annulation.

	2007	2006
Résultat net (part du Groupe) en euros	473 596 000	396 253 000
Nombre d'actions en circulation	32 516 685	32 373 450
Résultat par action (en euros)	14,56	12,24

Le résultat dilué par action est obtenu en divisant le résultat net (part du Groupe) par le nombre d'actions en circulation au 31 décembre 2007 augmenté des options de souscription en cours de validité.

Comme il n'existe plus d'options de souscription en cours de validité, le résultat dilué est égal au résultat par action.

	2007	2006
Résultat dilué par action (en euros)	14,56	12,24

	Par action	Total
Dividende décidé et payé dans l'exercice 2007	6,40 €	207 190 080,00 €
Dividende proposé pour approbation de l'Assemblée Générale du 16 avril 2008 (non reconnu comme un passif au 31 décembre 2007)	8,50 €	276 391 822,50 €

Note 15. – Information sectorielle.

15.1. Information sectorielle par zones géographiques. — Les activités opérationnelles du Groupe sont organisées par grandes zones géographiques. Aussi, l'information sectorielle de premier niveau est communiquée selon ce critère.

Ces informations sont présentées après réaffectation des éléments du siège social et selon la localisation géographique des sociétés.

Exercice 2007 :

	France	Europe (hors France)	Amérique du Nord	Reste du monde	Consolidé
Bilan :					
Actifs non courants	1 962	675	507	141	3 285
Actifs courants	2 722	1 090	401	480	4 693
Total des actifs	4 684	1 765	908	621	7 978
Passifs non courants	539	182	57	35	813
Passifs courants	3 231	1 094	391	444	5 160
Total des passifs	3 770	1 276	448	479	5 973
Actif net	914	489	460	142	2 005
Compte de résultat :					
Produit des activités ordinaires	6 976	1 950	2 090	657	11 673
Dont exportations	45				
Résultat opérationnel	283	77	202	73	635
Produits et charges financiers					- 7
Résultat des entreprises associées	60			2	62
Charge d'impôt					- 209
Résultat net					481
Investissements bruts	747	149	121	62	1 079
Amortissements	- 255	- 56	- 75	- 26	- 412

Exercice 2006 :

	France	Europe (hors France)	Amérique du Nord	Reste du Monde	Consolidé
Bilan :					
Actifs non courants	1 575	445	488	105	2 613
Actifs courants	2 689	759	355	351	4 154
Total des actifs	4 264	1 204	843	456	6 767
Passifs non courants	454	160	81	25	720
Passifs courants	2 968	690	355	320	4 333
Total des passifs	3 422	850	436	345	5 053
Actif net	842	354	407	111	1 714
Compte de résultat :					
Produit des activités ordinaires	6 295	1 848	2 059	515	10 717
Dont exportations	30				30
Résultat opérationnel	254	77	148	49	528
Produits et charges financiers					- 12
Résultat des entreprises associées	52			2	54
Charge d'impôt					- 168
Résultat net					402
Investissements bruts	359	113	158	26	656
Amortissements	- 224	- 53	- 72	- 19	- 368

15.2. Information sectorielle par secteurs d'activité :

— Produit des activités ordinaires :

	France	Europe (hors France)	Amérique du Nord	Reste du monde	Consolidé	
Exercice 2007 :						
Routes - travaux et ventes de produits	5 284	1 434	1 924	542	9 184	79 %
Génie civil, Electricité, Canalisations	427	308	142	24	901	8 %
Etanchéité	497	20	0	0	517	4 %
Signalisation, Sécurité et gestion de trafic	253	17	19	2	291	3 %
Bâtiment	300	45	5	54	404	3 %
Ferroviaire	215	126	0	35	376	3 %
Total	6 976	1 950	2 090	657	11 673	
Exercice 2006 :						
Routes - travaux et ventes de produits	4 886	1 407	1 878	464	8 635	80 %
Génie civil, Electricité, Canalisations	366	309	160	18	853	8 %
Etanchéité	425	16			441	4 %
Signalisation, Sécurité et gestion de trafic	246	16	16	1	279	3 %
Bâtiment	229	45	5	32	311	3 %
Ferroviaire	143	55			198	2 %
Total	6 295	1 848	2 059	515	10 717	

Note 16. – Compte de résultat présenté par destination.

En complément du compte de résultat classé par nature de charges, nous présentons ci-après le compte de résultat classé par fonctions.

	2007	2006
Produit des activités ordinaires	11 673	10 717
Coût des ventes	- 10 043	- 9 284
Marge brute	1 630	1 433
Coût de recherche et de développement	- 67	- 61
Charges administratives	- 925	- 848
Résultat opérationnel courant	638	524
Autres produits et charges	- 3	4
Résultat opérationnel	635	528
Coût de l'endettement financier net	- 11	- 15
Autres produits et charges financiers	4	3
Charge d'impôt	- 209	- 168
Résultat des entreprises associées	62	54
Résultat net	481	402
Dont part des intérêts minoritaires	7	6
Dont part du Groupe	474	396

Note 17. – Instruments financiers.

Nous présentons ci-après, la somme des encours notionnels au 31 décembre 2007 de chaque type de produit utilisé, avec répartition par maturité résiduelle pour les opérations de taux et répartition par devise pour les opérations de change.

Couverture du risque de taux :

Swaps de taux	Echéances			Total 31/12/07	Total 31/12/06
	2008	2009 à 2012	Au-delà		
Sur actifs financiers					
Sur passifs financiers			164	164	55

Afin de garantir à la ville de Portsmouth (GB) une redevance mensuelle forfaitaire fixe sur les 25 années du contrat de réhabilitation et d'entretien de sa voirie, un swap de taux a été mis en place.

Ce swap est receveur de taux variable, payeur de taux fixe. Son montant nominal suit parfaitement le profil de tirage puis d'amortissement du financement sans recours de ce contrat, de manière à adosser le coût fixe de la dette à la redevance forfaitaire perçue. Au 31 décembre 2007, le montant de ce swap est de 62,4 millions d'euros (45,8 GBP).

STVR, société concessionnaire dans laquelle Colas Rail détient une participation majoritaire, a contracté en 2003 un swap de taux long terme dans le cadre d'un financement relatif à la construction et à l'exploitation du tramway de la ville de Caen. Ce swap, receveur de taux variable, payeur de taux fixe, amortissable, à échéance novembre 2018, est comptabilisé en capitaux propres pour sa valeur de marché. Au 31 décembre 2007, le montant du swap est de 101,6 M€.

Couverture du risque de change. — Les sociétés du Groupe réalisent une faible part de leur chiffre d'affaires à l'exportation.

La part du chiffre d'affaires à l'international est réalisée la plupart du temps par des filiales qui ont leurs facturations et leurs dépenses libellées dans la devise du pays. Ponctuellement, certains contrats en devises font l'objet d'une couverture de change.

	HUF	RON	Autres	31/12/07	31/12/06
Achats à terme	235	81	21	337	147
Ventes à terme	1		1	2	1
Swaps de devises					
Options de change	27			27	

Des contrats en euros signés en Hongrie et en Roumanie ont fait l'objet d'une couverture de change systématique.

Valeur de marché des instruments de couverture. — Au 31 décembre 2007, la valeur de marché (Net Present Value) du portefeuille d'instruments financiers de couverture est de (0,6) M€. Ce montant est pour l'essentiel la résultante de la valeur actuelle nette de swaps de taux permettant de couvrir des dettes du Groupe et de la valeur actuelle nette d'opérations de terme permettant de couvrir le risque de change découlant d'opérations commerciales.

La répartition de cette valeur de marché par type de couverture est la suivante :

- opérations s'inscrivant dans le cadre d'une relation de couverture de juste valeur : (3,3) M€ ;
- opérations s'inscrivant dans le cadre d'une relation de couverture de flux de trésorerie : 4,4 M€ ;
- opérations ne s'inscrivant pas dans le cadre d'une relation de couverture : (0,5) M€.

L'impact de la valeur de marché du swap de taux mis en place pour le contrat avec la ville de Portsmouth (GB), soit (3,3) M€, est intégralement compensé par la valeur de marché du dérivé incorporé à la redevance fixe contractuelle payée par le client, soit (3,3) M€.

En cas de translation de la courbe des taux de + 1 % (et respectivement de - 1 %), la valeur de marché du portefeuille d'instruments financiers de couverture s'établirait à 11,5 M€ (respectivement à (14,3) M€).

En cas d'évolution uniforme défavorable de 1 % par rapport à toutes les autres devises, la valeur de marché du portefeuille d'instrument financiers de couverture s'établirait à (4) M€.

Les calculs ont été effectués par un prestataire indépendant selon les usages en vigueur sur les marchés.

Note 18. – Engagements hors bilan.

Engagements réciproques :

Echéances	Moins d'un an	De un à cinq ans	Plus de cinq ans	Total 31/12/07	Total 31/12/06
Engagements donnés :					
Locations simples (1)	19	44	46	109	88
Obligations d'achat irrévocables (2)	44	13	5	62	75
Total	63	57	51	171	163
Engagements reçus :					
Locations simples (1)	19	44	46	109	88
Obligations d'achat irrévocables (2)	44	13	5	62	75
Total	63	57	51	171	163

(1) Montant des paiements minimaux futurs jusqu'à la date normale de renouvellement des contrats (ou date de première résiliation possible) au titre des baux de locations simples nés dans le cadre des activités courantes (terrains, constructions, matériels...).

(2) Il s'agit essentiellement de commandes de matériel.

Engagements divers :

Echéances	Moins d'un an	De un à cinq ans	Plus de cinq ans	Total 31/12/07	Total 31/12/06
Engagements donnés :					
Avals et cautions	29	32	6	67	36
Engagements reçus :					
Obligations contractuelles					
Sûretés réelles données :					
Hypothèques ou nantissements	1	5	1	7	8

Le Groupe accorde dans le cadre de ses opérations courantes des garanties décennales ou de bonne fin qui ne font pas l'objet d'une estimation chiffrée et d'une mention spécifique. S'il s'avère que ces dernières pourraient donner lieu au versement de sommes quelconques par le Groupe, elles donneraient lieu à constitution de provisions.

La société a émis pour l'année 2007 une garantie en conformité avec l'article 17 du « Companies (Amendment) Act 1986 of Ireland » au profit des sociétés Colas Teoranta, Road Maintenance Services Ltd, Colas Building Products Ltd, Cold Chon (Galway) Ltd, Road Binders Ltd et Chemoran Ltd.

Engagements sur contrats de location financement :

Echéances	Moins d'un an	De un à cinq ans	Plus de cinq ans	Total
Montant des paiements minimaux futurs	18	33	2	53
Montant représentant les charges de financement	- 1	- 1		- 2
Valeur actualisée des paiements minimaux	17	32	2	51
Rappel 31/12/06	19	34	1	54

Note 19. – Variation de l'endettement net.

	31/12/06	Flux 2007	31/12/07
Trésorerie & équivalents de trésorerie	704	- 31	673
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	- 126	- 3	- 129

Trésorerie nette	578	- 34	544
Dettes financières long terme	137	12	149
Dettes financières (partie à moins d'un an)	32	13	45
Instruments financiers		3	3
Endettement brut	169	28	197
Endettement net actif (passif)	409	- 62	347

Note 20. – Effectifs, avantages au personnel.

	2007	2006
Ingénieurs, cadres et assimilés	7 008	6 529
Employés, techniciens, agents de maîtrise	14 424	13 445
Compagnons	45 292	42 304
Effectif moyen du Groupe	66 724	62 278

Détail des avantages au personnel :

Régimes à cotisations définies	2007	2006
Montants comptabilisés en charges	697	652

Ces charges comprennent les cotisations versées :
— aux caisses d'assurance maladie et mutuelles ;
— aux caisses de retraite (régimes obligatoires et régimes complémentaires) ;
— aux caisses d'assurance chômage.

Régimes à prestations définies	Indemnités de fin de carrière		Pensions	
	2007	2006	2007	2006
Coûts des services rendus	1	5	- 4	0
Charges d'intérêt sur l'obligation	6	5	5	5
Rendement attendu des actifs du régime			- 5	- 4
Coûts des services passés	2	2		- 1
Charges nettes comptabilisées	9	12	- 4	0
Valeur actualisée des obligations	167	160	276	108
Juste valeur des actifs du régime			- 249	- 79
Coût des services passés non comptabilisés	- 32	- 34	4	4
Passifs nets comptabilisés	135	126	31	33

Variations des éléments du bilan	Indemnités de fin de carrière		Pensions	
	2007	2006	2007	2006
Au 1er janvier	126	118	33	21
Changement de méthode		5		10
Ecart de conversion			- 1	
Virements de rubriques et autres				
Changements de périmètre	9	- 2	6	
Ecart actuariels affectés en capitaux propres	- 9	- 7	- 3	2
Charges comptabilisées	9	12	- 4	
Au 31 décembre	135	126	31	33

Principales hypothèses actuarielles utilisées pour les indemnités de fin de carrière :

	2007	2006
Taux d'actualisation (OAT TEC10)	4,35 %	3,83 %
Table de survie	Insee	Insee
Age de départ à la retraite des cadres	62 ans	62 ans
Age de départ à la retraite des Etams et compagnons	60 ans	60 ans

Avantage en actions. — En 2007, des options donnant droit à la souscription d'actions Bouygues nouvelles ont été attribuées par Bouygues SA à certains collaborateurs de Colas et de ses filiales. Le montant de cet avantage n'est pas significatif.

Note 21. – Informations sur les parties liées.

	Charges		Produits		Créances		Dettes	
	2007	2006	2007	2006	2007	2006	2007	2006
Parties liées en amont	49	35	73	57	320	448	33	9
Coentreprises	23	19	55	50	16	14	15	17
Entreprises associées	1	1	86	98	8	6	2	9
Autres parties liées	0,2	0,2						
Principaux dirigeants	10,0	8,9					8	7
Administrateurs non dirigeants	0,2	0,1						
Total	83	64	214	205	344	468	58	42
Echéances < 1 an					344	468	55	38
Echéances > 1 an							3	4

Identité des parties liées :

- Parties liées en amont : Bouygues SA et ses filiales ;
- Coentreprises : Carrières Roy et diverses coentreprises non significatives ;
- Entreprises associées : Cofiroute, Tipco Asphalt et diverses entreprises associées non significatives ;
- Autres parties liées : Fondation Colas.

Avantages accordés aux dirigeants. — Les principaux dirigeants sont les membres du comité de direction présents au 31 décembre 2007. Il est composé du Président Directeur Général et de sept salariés dont deux Administrateurs salariés.

	2007	2006
Rémunérations directes	6,8	7,7
Avantages postérieurs à l'emploi	0,9	0,4
Indemnités de fin de contrat	2,3	0,8
Avantages en actions		
Total	10,0	8,9

Rémunérations directes. — elles s'élèvent à 6,8 M€ dont 3,3 M€ de rémunération variable liée aux performances réalisées et 40 000 € de jetons de présence.

Avantages postérieurs à l'emploi. — PDG : régime de retraite complémentaire de 0,92 % du salaire de référence par année d'ancienneté dans le régime. Ce régime complémentaire a été externalisé auprès d'une compagnie d'assurances.

Autres dirigeants. — cotisations employeur dans le cadre d'un régime de retraite complémentaire à cotisations définies (4 % de l'ensemble de la rémunération du collaborateur).

Indemnités de fin de contrat. — il s'agit des provisions pour indemnités de fin de carrière.

Avantages en actions. — le nombre de titres Bouygues attribués en 2007 (stock-options) est de 150 000 au prix d'exercice de 63,44 €. La date minimale d'exercice est le 5 juin 2011. Le montant de cet avantage n'est pas significatif.

Le montant total des jetons de présence alloués aux Administrateurs est de 160 000 €.

Note 22. – Honoraires des commissaires aux comptes.

Nous communiquons ci-après les honoraires des Commissaires aux comptes en charge du contrôle des comptes sociaux et consolidés de Colas SA.

	Mazars et Guérard		KPMG	
	2007	2006	2007	2006
Commissariat aux comptes et certification des comptes annuels et consolidés :				
Colas SA	0,2	0,2	0,2	0,2
Filiales	0,8	0,7	0,8	0,8
Missions accessoires			0,3	
Sous-total	1,0	0,9	1,3	1,0
Autres prestations : juridique, fiscal, social				
Total	1,0	0,9	1,3	1,0

Note 23. – Principaux taux de conversion.

Convention : 1 unité monétaire locale = x euros.

Pays	Unité monétaire	Cours clôture	Cours moyen
Europe :			
Croatie	Kuna croate	7,3308	7,3339
Danemark	Couronne danoise	7,4583	7,4512
Grande-Bretagne	Livre sterling	0,7333	0,6872
Hongrie	Forint	253,73	251,37
Pologne	Zloty	3,5935	3,7749
République tchèque	Couronne tchèque	26,628	27,732
Roumanie	Nouveau Leu	3,6077	3,3409
Suisse	Franc suisse	1,6547	1,6458
Amérique du nord :			
Etats-Unis	Dollar US	1,4721	1,3797
Canada	Dollar canadien	1,4449	1,4662
Autres :			
Maroc	Dirham	11,352	11,229
Thaïlande	Baht	43,800	44,164

Note 24. – Périmètre de consolidation.

24.1. Evolution du périmètre de consolidation :

Nombre de sociétés consolidées	2007	2006
Intégrations globales	549	497
Intégrations proportionnelles	87	70
Mises en équivalence	11	8
Total	647	575

— Principales acquisitions de l'exercice :
 – France : Colas Rail, Texrod, Rambaud, Lamblin, Carrières Bernadets, Bonnefoy Palmier, Mendribil, Monti, Nordgalva, Serin, Nicol Environnement, Carrières Jeannin, Société Routière de l'Est ;
 – International : Cesta Varazdin (Croatie), Colas Rail system Ltd (GB), Carrières de Haut le Wastia (Belgique).

— Cessions :
 – France : Entreprise Lafon, Eurojoint ;
 – International : Spedalso (Danemark).

— Compléments d'investissements : Highway Resources, AB1 Shipping (Singapour).

24.2. Impact et comptabilisation des acquisitions de l'exercice. — Nous communiquons ci-dessous les variations de périmètre de l'exercice présentées avant l'acquisition et après affectation des actifs et passifs identifiables aux différents postes du bilan.

Le détail est donné pour le groupe Colas Rail qui est l'acquisition la plus significative de l'exercice ; aucune des autres acquisitions ne présente individuellement un caractère significatif (70 sociétés concernées).

	Valeurs avant l'acquisition			Affectation des écarts d'acquisition		Juste valeur des éléments acquis Total
	Colas Rail	Autres	Total	Colas Rail	Autres	
Immobilisations corporelles	21	84	105	5	21	131
Immobilisations incorporelles	1	3	4	(a) 7	7	18
Goodwill	28	2	30	145	56	231
Participations dans sociétés associées			0		2	2
Actifs financiers	8	13	21	(b) 25		46
Actifs d'impôts	10	2	12			12
Actifs courants	345	118	463			463
Total des actifs	413	222	635	182	86	903
Capitaux propres	88	25	113	178	81	372
Passifs d'impôts		1	1	4	5	10
Autres passifs non courants	28	33	61			61
Passifs courants	297	163	460			460
Total des passifs	413	222	635	182	86	903

(a) Valorisation du carnet de commandes à la date d'acquisition.

(b) Pour évaluation à la juste valeur des titres de la société ETF (cette société a été cédée en juillet 2007 pour 33 M€).

Le prix d'achat des sociétés consolidées acquises dans l'exercice s'élève à 372 M€ (dont 3 M€ de frais d'acquisition), montant auquel s'ajoute 11 M€ d'acquisitions de sociétés non consolidées, soit un investissement total en titres de participations de 383 M€.

24.3. Liste des principales sociétés consolidées. — Les sociétés mentionnées font l'objet d'une intégration globale sauf mention particulière (IP : intégration proportionnelle, ME : mise en équivalence).

Sociétés	Siège social	% d'intérêt	
		2007	2006
France :			
Colas Centre-Ouest	Nantes (44)	99,9	99,9
Colas Ile-de-France-Normandie	Magny-les-Hameaux (78)	99,9	99,9
Colas Nord-Picardie	Villeneuve-d'Asq (59)	99,9	99,9
Colas Est	Colmar (68)	99,9	99,9
Colas Rhône-Alpes	Lyon (69)	99,9	99,9
Colas Midi-Méditerranée	Aix-en-Provence (13)	99,9	99,9
Colas Sud-Ouest	Mérignac (33)	99,9	99,9
Somaro	Chatou (78)	99,9	99,9
Spac	Clichy (92)	99,9	99,9
Sacer Atlantique	Nantes (44)	99,9	99,9
Sacer Paris-Nord-Est	Magny-les-Hameaux (78)	99,9	99,9
Sacer Sud-Est	Lyon (69)	99,9	99,9
Screg Ouest	Nantes (44)	99,9	99,9
Screg Ile-de-France-Normandie	Voisins-le-Bretonneux (78)	99,9	99,9
Screg Nord-Picardie	Villeneuve-d'Asq (59)	99,9	99,9
Screg Est	Nancy (54)	99,9	99,9
Screg Sud-Est	Lyon (69)	99,9	99,9
Screg Sud-Ouest	Mérignac (33)	99,9	99,9
Smac	Boulogne-Billancourt (92)	99,9	99,9

Seco-Rail	Chatou (78)	99,9	99,9
Colas Rail	Cergy-Pontoise (95)	99,9	-
GTOI	Le Port - la Réunion	99,9	99,9
Colas Martinique	Le Lamentin, Martinique	99,9	99,9
Colas Guadeloupe	Baie-Mahault, Guadeloupe	99,9	99,9
SBEG	Cayenne, Guyane	99,9	99,9
Carrières Roy (IP)	Saint-Varent (79)	49,9	49,9
Cofiroute (ME)	Sèvres (92)	16,7	16,7
Territoires d'Outre-Mer :			
Colas Mayotte	Mamoudzou, Mayotte	100,0	100,0
Colas de Nouvelle-Calédonie	Nouméa, Nouvelle-Calédonie	99,9	99,9
Europe (hors France) :			
Colas Bauchemie Gmbh	Bremen, Allemagne	100,0	100,0
Colas Gmbh	Gratkorn, Autriche	100,0	100,0
Colas Belgium	Bruxelles, Belgique	99,9	99,9
Cesta Varazdin	Varazdin, Croatie	70,22	-
Colas Danmark A/S	Virum, Danemark	100,0	100,0
Colas Ltd	Rowfant, Grande-Bretagne	100,0	100,0
Colas Hungaria	Budapest, Hongrie	100,0	100,0
Colas Polska	Sroda Wlkp, Pologne	100,0	100,0
Colas CZ	Praha, République tchèque	100,0	100,0
Colas Teoranta	Dublin, République d'Irlande	100,0	100,0
Colas Romania	Bucarest, Roumanie	100,0	100,0
Colas SA	Lausanne, Suisse	99,2	99,2
Amérique du Nord :			
Colascanada Inc.	Montréal, Québec, Canada	100,0	100,0
Colas Inc.	Morristown, New Jersey, Etats-Unis	100,0	100,0
Afrique - Océan Indien :			
Colas Bénin	Cotonou, Bénin	100,0	100,0
Colas Djibouti	Djibouti, République de Djibouti	100,0	100,0
Routière Colas du Gabon	Libreville, Gabon	89,9	89,9
Colas Madagascar	Antananarivo, Madagascar	100,0	100,0
AJ Maurel Construction	Petite rivière, Ile Maurice	100,0	100,0
Colas du Maroc	Casablanca, Maroc	99,9	99,9
Grands Travaux Routiers	Rabat, Maroc	69,7	69,7
Asie :			
Wasco	Jakarta, Indonésie	55,0	55,0
Raycol Asphalt Co. Ltd (IP)	Rayong, Thaïlande	50,0	50,0
Thai Slurry Seal Co. Ltd	Bangkok, Thaïlande	50,0	50,0
Tipco Asphalt (ME)	Bangkok, Thaïlande	30,8	30,8
Hincol (IP)	Mumbai, Inde	30,0	30,0